

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2108 - MERCREDI 10 SEPTEMBRE 2014

Procès Marcel Ntsourou

La défense clôt ses plaidoiries

Après deux semaines de plaidoiries, les avocats de la défense ayant tour à tour relevé l'absence de preuves d'inculpation formulées contre leurs clients ont demandé en bloc le rejet des charges retenues par le ministère public.

« Il n'y a pas de crime d'amitié ni de parenté. Je refuse que la justice gère ce genre de situation, car la calomnie brise les carrières professionnelles », a fait observer Me Roger Bongoto, soutenu par Me Essou, qui demandait à la Cour de décider en toute indé-

pendance sans tenir compte des réquisitions du ministère public. La fin de cette étape des plaidoiries ouvre la voie à celle des répliques avant le verdict qui pourrait intervenir le vendredi 12 septembre.

Page 3



Me Essou

ÉBOLA

L'hôpital Adolphe Sicé doté des outils de diagnostic précoce du virus

Fort de la menace que constitue l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ébola en Afrique de l'Ouest particulièrement, les autorités sanitaires du département de Pointe-Noire ont mis en place, conformément au plan de contingence nationale, des mesures de préparation à la riposte contre cette maladie.

Dans cette perspective, la direction générale de l'hôpital Adolphe Sicé a mis en place des outils nécessaires au diagnostic précoce de la fièvre hémorragique par la protection individuelle et l'hygiène hospitalière.

Selon la responsable de cette structure sanitaire, Sidonie Kinzonzi, ces mesures doivent constituer un motif réel pour trouver, sans compter sur la communauté internationale et les scientifiques, les moyens d'endiguer cette tragédie ou de l'éradiquer.

Page 14

POINTE-NOIRE

Le Club 2002-PUR se préoccupe du quotidien des citoyens

Dans la perspective des élections locales du 28 septembre, le Club 2002 Parti pour l'Unité de la République entend s'investir pour offrir un cadre de vie meilleur aux populations de Pointe-Noire.

À l'occasion d'une rencontre organisée sur le thème « Modernisons nos cités », ce parti de la majorité présidentielle a exprimé, par le biais de son secrétaire général, Juste Moundélé, sa détermination à prendre part aux élections locales en vue de participer activement à la gestion de la commune et du département de Pointe-Noire.

« C'est au cours d'une période électorale que les membres



Les participants

d'un parti politique doivent démontrer leur capacité de mobilisation en vue de s'attendre

à des résultats satisfaisants », a précisé Juste Moundélé.

Page 14

ARTS PLASTIQUES

Les ateliers Sahn au cœur des échanges d'expériences en critique d'art

La troisième rencontre internationale des Ateliers Sahn réunira plus d'une trentaine de participants venus du

Sénégal, de Madagascar, du Mali, du Bénin, du Cameroun, de la France de la RDC et du Congo Brazzaville, pays hôte.

La rencontre qui se tiendra pendant plus d'une vingtaine de jours se focalisera sur le textile et offrira une occasion aux nouveaux et anciens artistes de s'exprimer à travers leurs créations.

Page 9

ÉDITORIAL

Participation

Page 2

COUPE D'AFRIQUE DES CLUBS DE HANDBALL

Des adversaires redoutables pour Étoile du Congo

Les représentants congolais à la 36^e édition de la Coupe d'Afrique de handball version masculine et féminine sont désormais fixés sur leurs adversaires qui ne sont autres que

le Widad Smara du Maroc, Al Ahly d'Égypte et l'Université Boua du Cameroun, pour les hommes. Les dames des vert et jaune qualifiées également dans la même compétition

sont logées dans le Groupe B composé, entre autres, de Petro Athletico d'Angola considéré comme la bête noire des clubs congolais.

Page 16

ÉDITORIAL

Participation

Démontrer à la face du monde que la démocratie congolaise est vivante, bien vivante contrairement à ce que s'efforce de laisser croire la frange radicale de l'opposition : tel est le véritable enjeu des élections locales qui se dérouleront chez nous le 28 septembre. Si, en effet, les électeurs congolais se déplacent en masse ce jour-là pour aller voter la preuve sera apportée, de façon indiscutable, que nous sommes conscients du rôle irremplaçable que nous jouons, nous citoyens, dans la gouvernance publique de notre pays et nul ne pourra plus contester l'essence démocratique du régime politique qui est le nôtre depuis douze ans.

Alors que se précise de jour en jour l'ouverture d'un débat fondamental sur l'adaptation de nos institutions aux réalités de ce temps, mais aussi aux traditions héritées de notre passé, il est essentiel que l'opinion publique manifeste l'intérêt, l'attention, qu'elle porte à tout ce qui concerne la gouvernance publique. Et cela, bien sûr, commence au premier niveau de cette gouvernance qui est celui de la gestion locale, placée par définition au plus près des citoyens.

Si les partis de la majorité et de l'opposition sont sages, lucides, ils doivent donc se lancer dès maintenant dans la campagne pour les élections locales afin de mobiliser les électeurs en leur faveur. C'est ainsi, et pas autrement, qu'ils parviendront à se faire entendre d'un corps électoral qui commence à douter de leur existence faute de les voir se déployer sur le terrain comme le veut la logique démocratique. Compréhensible jusqu'à présent puisque la date précise de l'échéance n'était pas connue, leur atonie ne l'est plus aujourd'hui.

Au-delà des élections locales, ce qui va se jouer dans les semaines à venir n'est pas autre chose que l'existence réelle des formations politiques qui prétendent parler au nom du peuple congolais. Qu'elles soient favorables au pouvoir en place, ou qu'elles lui soient fermement opposées toutes vont devoir prouver qu'elles sont représentatives. Une démonstration qui dépassera de très loin le seul enjeu des élections locales puisque, très vite après, d'autres scrutins suivront dont l'importance nationale sera infiniment plus grande. Le temps est désormais compté pour tous.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Patrice Kadia prône l'alternance politique

La Ligue pour l'émergence et la diffusion des idées panafricanistes (LEDIP), a animé le 06 septembre à Brazzaville, un débat citoyen au cours duquel elle a expliqué son programme sur l'alternance et la stabilité politiques en 2016 au Congo. Plusieurs thèmes ont été abordés lors de cette rencontre parmi lesquels : l'avenir du Congo après 2016, le portrait de la personne modèle à choisir, etc.

« La loi dit qu'on n'a droit qu'à deux mandats et elle n'autorise pas non plus son abrogation ». Et Patrice Kadia de s'interroger : « comment se fait-il que des gens qui doivent respecter la constitution puissent appeler à son changement ? »



Le présidium des travaux

Dans son argumentaire, le président de cette ligue, l'ancien député à l'Assemblée nationale de 2002 à 2012, Patrice Kadia, a d'abord présenté les forces de la Constitution du 20 janvier 2002 qui, selon lui, assurent la tolérance et la stabilité politiques. Il a démontré que le texte impose une sélection rigoureuse des valeurs portées par les acteurs des pouvoirs publics. L'une des règles étant la force de la loi sur tout et pour tous.

Patrice Kadia a ajouté que la constitution s'impose à tous car « si nous n'étions pas régis par les lois, le Congo ne serait pas une République. Le Congo

étant donc une République, la base de la République c'est la loi ». Pour lui, la question de transfert de pouvoir doit se régler par la loi. Celle-ci a réglé ce problème et il suffit que les politiques le respectent. La seule manière d'arrêter le débat sur le changement de la constitution, a-t-il poursuivi, c'est de commencer à présenter publiquement les candidatures aux prochaines élections présidentielles.

Poursuivant sa démarche, le président de la LEDIP a invité la presse à ne pas parler du changement de la constitution. Ce débat a été selon lui clos.

L'ancien député a énuméré quelques propositions devant guider le comportement des Congolais avant et après 2016. Dans sa formule, il propose que celui qui gagne ne gagne pas tout et celui qui perd ne perde pas non plus tout afin de garantir ce sens du partage qui conditionne la stabilité et préserve le pays des conflits.

Enfin, il a fait savoir que la démocratie est la même partout même si en Afrique elle repose sur la gestion du pouvoir. Il faut donc laisser la place à l'alternance politique qui n'est ni négociable ni inaliénable.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcie.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Romonique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcie
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngoni

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagalericongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau 75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

AFFAIRE MARCEL NTSOUROU ET AUTRES

Fin des plaidoiries de la défense

Les avocats de la défense ont défendu ardemment, deux semaines durant, la cause de leurs clients. En bloc, ces avocats ont demandé l'abandon des charges retenues contre leurs clients.

La séance du mardi 9 septembre à Brazzaville a concerné les accusés Rock Higor Tamba, Ongnala Ondaye Nkoué, André Joseph Sahouss, Mbani Saya, Papy Malonga, Prince Armand Ngoua (alias Américain), Marcelin Ngalouo et Florent Edgard Marius Okouembe. Ces personnes ont été inculpées pour complicité de rébellion, atteinte à la sûreté de l'État, assassinat, coups et blessures volontaires sur les agents de la force publique avec intention de donner la mort. Ceci, suite aux affrontements du 16 décembre 2013 ayant occasionné la mort de plusieurs personnes.

En effet, dans la défense de leurs clients, les avocats n'ont pas reconnu les chefs d'accusation reprochés aux accusés. Selon eux, il n'y a pas eu d'association de malfaiteurs, de complicité, ni aucune autre infraction car, ajoutent-ils, il n'y avait aucune intention coupable. Ces personnes n'ont pas été arrêtées le 15 décembre ou même le 16 décembre au domicile de Marcel Ntsourou. Après plus de trois heures de plaidoiries, les avocats de la défense ont sollicité de la Cour l'acquiescement de leurs clients. « Aucune infraction retenue contre eux ne leur a été imputable. Il faut pro-

noncer leur acquiescement pur et simple », a demandé Me Itoua Lebo à la Cour. Avant que Me Roger Bongoto ne taxe l'inculpation de certains accusés de « règlement de compte ». « Il n'y a pas de crime d'amitié, ni de parenté. Je refuse que la justice gère ce genre de situation, car la calomnie brise les carrières professionnelles », a-t-il déclaré à la Cour. Et le président de la Cour criminelle, Christian Oba de répliquer : « Autant, il n'y a pas de crimes d'amitié, autant il n'y a pas de décision de sentiment ».

En assurant la défense de leurs clients, qui ont pour la



Le colonel Ngoua Prince Armand et le capitaine Ngalouo Marcelin à la barre

plupart été privés de liberté pendant neuf mois, Me Essou a déclaré que « Les réquisitions du ministère public sont une chose, la décision de la cour en est une autre, car c'est la cour qui décide. L'exécutif ne doit pas empiéter sur le pouvoir judiciaire. Ne vous mettez pas en prison en rendant une mauvaise décision, car il y a des prisons qui n'ont pas de barreaux », avant de demander lui aussi l'abandon des charges contre ses

clients. En rappel, le ministère public avait requis l'acquiescement de ces accusés avant de se remettre à la sagesse de la Cour.

Après l'enquête de personnalité, l'interrogation des accusés, les confrontations, l'audition des témoins et des sachants, la présentation des scellés, le tour revient à la phase des répliques qui interviendra ce mercredi 10 septembre.

Josiane Mambou Loukoula

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

Ouverture des marchés pour six départements du pays

Plus d'une dizaine de sociétés sont en lice pour la réhabilitation des routes et la construction des ponts dans les départements des Plateaux, de la Cuvette, la Sangha, la Lékoumou le Pool et le Niari.

L'ouverture des plis relatifs à la réalisation de ces ouvrages routiers a eu lieu le 9 septembre à Brazzaville au ministère de l'Équipement et des travaux publics. « La semaine dernière, la commission nationale de réception des ouvrages a procédé à la réception, dans les départements de la Cuvette et de la Sangha des routes aménagées et couronnées en latérite. Mais la réception est précédée par les travaux dont l'attribution du marché obéit à un certain nombre de procédures », a déclaré Bertrand Bokassa, directeur de la Cellule de gestion des marchés publics.

Ainsi, pour la réhabilitation du tronçon Ewo-Vaga (Cuvette Ouest), quatre sociétés ont soumissionné à l'appel d'offres. Elles ont, dans l'ensemble, proposé des montants qui varient entre 196 et 199 millions FCFA. Pour la route Batsengui-Ivarou-Mounama (Niari), quatre sociétés également sont en lice avec des montants compris entre 142 à 172 millions FCFA. Concernant l'axe Bihongo-Idoumi-Kananyanga (Niari), le marché est discuté par cinq entreprises qui, en vue de l'exécution des travaux, ont proposé des montants allant de 98 à 177 millions FCFA. En outre, s'agissant de la construction des ponts sur les rivières Léfini, Ndouo, Lékoumou, Niari, Noubi, Likesse, plusieurs sociétés sont soumissionnaires. Les montants de l'offre sont compris entre 995 millions à plus de deux milliards FCFA.

Notons qu'afin de faciliter le transport des biens et marchandises d'une localité vers une autre, le projet prévoit de réaliser les dalots sur l'axe Mbengui-Louguena dans le Niari plus un bac dans la Lékoumou. C'est depuis quelques années que le gouvernement congolais a engagé un vaste programme de construction des ouvrages et de réhabilitation du réseau routier national.

Lopelle Mboussa Gassia

DROITS HUMAINS

Les Nations unies organisent un concours de meilleur article de presse

Le bureau de l'Onusida au Congo et le Centre des Nations unies pour les droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale organisent un concours médias pour couronner le meilleur article sur les droits de l'homme et le Vih/sida. La période d'organisation s'étend du 1^{er} août au 1^{er} décembre 2014.

Ce concours qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de discrimination basées sur le statut sérologique et les violations des droits des personnes vivant avec le Vih/sida, portera sur les droits de l'homme, le Vih/sida et les personnes vulnérables. Il sera sanctionné par la remise de prix variés, le 1^{er} décembre, aux dix meilleurs articles. La cérémonie coïncidera avec la journée mondiale de lutte contre le Sida.

Pour être retenus, les articles éligibles devraient porter sur les droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques des personnes vivant avec le Vih/sida au Congo et aborder, en outre, l'une des cinq catégories thématiques ci-après : droits de l'homme Vih/sida et genre ; droits de l'homme Vih/sida et peuples autochtones ; droits de l'homme Vih/sida et personne vivant avec handicap ; droits de l'homme Vih/sida et les enfants et droits de l'homme

Vih/sida et les migrants.

Le comité de sélection et d'évaluation des articles sera constitué des membres des agences du système des Nations unies, des organes de presse, du Conseil national de lutte contre le sida et du ministère de la Justice et des droits humains, en raison de leur expertise et de leurs mandats liés aux catégories thématiques abordées par le concours. L'organisation de ce concours est motivée par un constat négatif sur la lutte contre la pandémie du sida. En effet, malgré de nombreux progrès réalisés au profit de la réduction du nombre des séropositifs à travers le monde et particulièrement en Afrique subsaharienne, quelques obstacles entravant la mise en œuvre des politiques et programmes de lutte contre cette maladie demeurent.

Dans de nombreux pays africains, les droits des populations vulnérables et des personnes vivant avec le Vih/sida ne sont

ni garantis ni protégés. Ces populations sont souvent en proie à toutes formes de discrimination et stigmatisation sur la base de leur statut sérologique aggravé par leur situation sociale et économique. L'absence d'un environnement juridique et socio politique légal devant assurer leur protection favorise la stigmatisation et la propagation du Vih. La promotion des droits de l'homme et des personnes vivant avec le Vih/sida par les médias et le renforcement de leur capacité sur les thématiques en lien avec la discrimination et le Vih/sida constitue une stratégie efficace dans le déploiement des activités de plaidoyer menées par l'Onusida. C'est dans ce contexte, à la fois contraignant, complexe et décisif, que le Centre des Nations unies pour les droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale et la représentation de l'Onusida au Congo se sont engagés à promouvoir la sensibilisation et le renforcement des capacités des médias dans l'observation et la signalisation des cas de discrimination et des violations des droits des personnes vivant avec le Vih/sida.

Roger Ngombé

VIZEUM MANAGEMENT CONSULTING

Stratégie – Management Opérationnel – Capital Humain – Transformation

OFFRE D'EMPLOI

Responsable Commercial du Bureau de Contrôle du Bâtiment et des Travaux Publics (BCBTP)

VIZEUM Management Consulting, cabinet spécialisé en conseil aux directions générales et aux responsables institutionnels propose des offres de service en stratégie, management opérationnel, capital humain et transformation.

Nous recherchons un **Responsable Commercial** pour le compte de notre client, **le Bureau de Contrôle du Bâtiment et des Travaux Publics (BCBTP)** dont le siège est à Brazzaville.

Le BCBTP est, en tant qu'établissement public l'organe de l'Etat chargé principalement des études et du contrôle géotechnique, du contrôle de la qualité et de la mise en œuvre des matériaux et du contrôle et de la surveillance des travaux publics.

Le BCBTP s'est doté d'un plan stratégique 2014 – 2018 dont un des objectifs stratégiques est le développement de la production vendue issue des maitres d'ouvrage publics et privés.

Le recrutement du Responsable Commercial participe à la mise en œuvre et à la transformation du BCBTP.

Description du poste

Sous la supervision du Directeur Général, le Responsable Commercial aura pour missions principales de développer le portefeuille client public et privé et d'améliorer l'image du BCBTP à travers la mise en place des fonctions commerciales, marketing et communication.

Le responsable commercial sera principalement chargé de:

- Définir la politique commerciale en lien avec les objectifs stratégiques du BCBTP;
- Participer au positionnement du BCBTP en tant qu'ingénieur public de l'Etat;
- Développer significativement les marchés publics notamment avec les maitres d'ouvrage publics dans les domaines précisés dans le plan stratégique;
- Prospecter, identifier et cibler de nouveaux clients privés et optimiser l'utilisation du matériel de pointe acquis par le BCBTP;

- Assister le Directeur Général dans la planification des projets, le suivi commercial et la gestion du portefeuille client;
- Recevoir les demandes des clients, les dossiers d'appel d'offre et suivre l'élaboration des offres techniques et financières;
- Coordonner l'élaboration rapports et des contrats clients;
- Assurer l'archivage des dossiers technico-commerciaux des clients;
- Assurer le recouvrement des clients sensibles;
- Elaborer et mettre en œuvre la politique de communication du BCBTP.

Profil

Idéalement de formation supérieure de type ingénieur, le candidat devra disposer de plus de huit ans d'expérience dans le domaine du bâtiment et des travaux publics acquise de préférence dans un bureau d'étude ou dans un laboratoire de génie civil.

Il devra avoir de solides relations dans l'administration publique, jouir d'une forte expérience en management de projet, être doté d'un excellent sens du relationnel et faire preuve de rigueur dans le respect de ses engagements afin de lui permettre de créer puis de fidéliser la relation-client.

Candidature

Les candidatures (Lettre de motivation, CV, références) doivent être transmises avant le 26 Septembre 2014 :

- soit au cabinet VIZEUM Management Consulting sis au 54, avenue de l'indépendance - Centre Ville - Brazzaville en face de l'ambassade de RDC (tél : 01.955.55.55) et aux deux adresses e-mail suivantes : sbockondas@vizeum-consulting.com et guettytina@yahoo.fr.
- soit au siège du BCBTP situé à Bacongo dans le prolongement du Lycée Français St Exupery et de l'Imprimerie Nationale.

DELEGATION DE L'UNION EUROPÉENNE EN REPUBLIQUE DU CONGO

INAUGURATION D'UN CENTRE DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE FINANCÉE PAR L'UE

Brazzaville, 09/09/2014 – Après celui du quartier KM4 à Pointe-Noire, c'est au tour du centre de santé communautaire de Mikalou-Madzouna d'être inauguré Mardi 9 Septembre 2014 à Brazzaville à 11H.

Grâce à un financement européen de 357 millions de FCFA, soit 544 435 d'euros, le projet «Promotion à base communautaire des soins de santé primaires» mis en œuvre par l'Association Médecin d'Afrique a permis la construction de deux centres de santé, ainsi que la mise en place et la réhabilitation de forages.

Avec un module dédié aux soins et un autre consacré aux accouchements, le centre de santé communautaire du quartier Mikalou-Madzouna apporte à la population de ce quartier enclavé une réponse

concrète aux besoins de santé primaire. Ce projet permet également d'améliorer la salubrité et l'approvisionnement en eau potable, autres enjeux majeurs de ce quartier.

Les actions de plaidoyer auprès des autorités locales, l'organisation d'ateliers de renforcement de capacités des agents de santé et la mise en place de comité de gestion, constituent trois volets cruciaux assurant la pérennité du projet.

A l'occasion de cette inauguration, l'Union européenne rappelle son engagement auprès de la société civile et réaffirme l'importance d'investir dans le secteur de la santé.

Contact

Maité COHEN, Chargée de Communication
Délégation de l'Union Européenne en République du Congo

Tel: (+242) 06 504 09 54 / maite.cohen@eeas.europa.eu



Délégation de l'Union Européenne en
République de Congo

Tel: +242 05 500 24 00
Fax: +242 06 669 99 29

Web: <http://eeas.europa.eu/delegations/congo>

IDÉES-FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

«Aucune entreprise, aucune association ne marcherait avec des gens aussi nuls au sommet.»

Pierre Larrouturou, ancien socialiste, fondateur du mouvement Nouvelle Donne, 20 Minutes et Ouest-France, 3 juin 2014

« Les banques ne soutiennent pas forcément les entreprises qui s'adressent à elles, surtout si elles ont un faible niveau de capitalisation. Là où les banques voient les bilans, les fonds d'investissement regardent le potentiel et le projet d'entreprise. »

Hichem Doubabi, directeur général de CCVF – une Sarl de climatisation, chauffage et ventilation, African Banker, août - septembre - octobre 2014

« Le changement doit tendre vers une bonne gouvernance, c'est une meilleure répartition des fruits de la croissance. Le changement, c'est aussi la lutte contre l'impunité, c'est beaucoup d'emplois pour les jeunes et les femmes, c'est lutter contre les disparités régionales. »

Léonce Sanon, SG du MPP dans la province du Houet (Burkina Faso), le Faso.net, 27 août 2014

« La CPI a un mandat judiciaire, pas un mandat politique. Il y a ceux qui ont un mandat pour faire des processus de réconciliation, de dialogue, de commission de médiation, etc., pour aider les pays à retrouver la paix. »

Amady Ba, magistrat, chef de la coopération internationale à la CPI, Le Magazine de l'Afrique, août - septembre 2014

« Ma conviction, c'est que le moteur du progrès est en marche [en Afrique]. Et dans 10 ou 20 ans, bien des États d'Afrique auront le statut de puissance économique, technologique et diplomatique. »

François Fillon, ancien Premier ministre français, Œil d'Afrique, 2 décembre 2013

BRAZZAVILLE

Des instructions fermes aux agents municipaux

Le secrétaire général de la mairie de Brazzaville, Abraham Ibéla, était face à ses collaborateurs le 09 septembre à Brazzaville. Au menu, de fermes instructions pour la mise en œuvre du décret sur la gratuité de certaines pièces administratives.

L'initiative de la mairie centrale vise à mettre un terme à la corruption au niveau de l'état-civil, à intensifier la lutte contre la salubrité dans la commune de Brazzaville et à appuyer l'opération «Mbata ya bakolo». Abraham Ibéla a ainsi visité cinq mairies d'arrondissements : Mfilou, Madibou, Makélékélé, Bacongo et Poto-Poto. « Il y a quelque mois, j'ai travaillé avec les directions sous tutelle. En faisant ces descentes de routine, nous aidons la mairie de Brazzaville à gérer d'un côté les hommes qui sont sous son autorité et de l'autre le patrimoine de la ville » explique Abraham Ibéla.

Il y a deux années passées, un décret présidentiel instituait la gratuité de délivrance de certaines pièces administratives aux citoyens congolais sur l'ensemble du territoire. Malheureusement,

ces mêmes pièces administratives sont parfois offertes à des sujets étrangers. Face à cette situation, le secrétaire général de la mairie de Brazzaville pense que l'applicabilité de ces mesures n'est pas encore effective. « On constate qu'au niveau des mairies d'arrondissements, il ya des collaborateurs qui bafouent la mesure gouvernementale. La corruption bat son record. Et vous avez toujours l'envie d'avoir l'argent même si vous êtes payés. Vous faites mal au peuple. Tout ce que vous faites retombe sur les chefs et sur nous. Des sanctions sont en vue pour ceux qui seront pris en flagrant délit. Je ne vais pas accepter que pour un franc symbolique vous vendiez la République », a averti Abraham Ibéla.

Le secrétaire général de la mairie de Brazzaville a également haussé le ton pour la mauvaise gestion de rares recettes enregistrées au niveau des mairies d'arrondissements. « Cet argent doit être encaissé par le régisseur » a-t-il indiqué. Pour lutter contre l'insalubrité à Brazzaville, le gouvernement a mis à disposition des

camions ramasseurs d'ordures et alloué des enveloppes financières. « En cette période favorable qu'est la saison sèche, j'ai bien voulu rappeler à nos collaborateurs d'assainir les rivières qui traversent la ville car elles sont des collecteurs naturels. Et il faut un suivi afin que ces rivières ne se transforment pas en dépotoir. Que les chauffeurs et autres personnels fassent bon usage des engins affectés pour l'assainissement ! », a développé Abraham Ibéla qui a même promis qu'une émulation relative à la mise en œuvre de cette opération serait faite au niveau des arrondissements de Brazzaville.

« Il y a des étrangers qui veulent bien avoir la nationalité congolaise. Qu'ils le fassent dans l'observance des règles en vigueur. Qu'un agent de l'état-civil ne verse pas dans la corruption. Dénoncez tous ceux qui rentrent frauduleusement dans notre pays car vous avez ici, à Bacongo, une frontière fragile : la main bleue », a-t-il lancé aux agents de la mairie du deuxième arrondissement.

Fortuné Ibara

SANTÉ

Inauguration d'un centre de santé communautaire à Mikalou-Madzouna

Le centre a été inauguré le 9 septembre par le maire de l'arrondissement 9 Djiri, Ida Ngampolo, en présence du 1er secrétaire de la délégation de l'Union européenne au Congo, Matteo Sirtori et du représentant de Médecins d'Afrique, le Dr. Davy Louvouzou.

Il a été construit dans le cadre du projet « promotion à base communautaire des soins de santé primaires », financé par l'Union européenne d'un coût global de 357 millions de francs CFA. Les travaux ont été réalisés par Médecins d'Afrique sur un terrain offert par le député Antoinette Tsiélé Ngambia. Le centre comprend un bâtiment, composé de deux salles d'observation ; trois salles de consultation ; un bloc d'accou-

chement ; une salle de travail ; une salle de suite de couche ; une salle de soins ; un laboratoire ; une pharmacie ; une salle de réception et une autre d'organisation.

D'après le représentant de Médecins d'Afrique, le Dr. Davy Louvouzou, une convention a été signée avec l'Union européenne en décembre 2011 pour promouvoir la participation communautaire dans la gestion des problèmes de santé primaire et d'approvisionnement en eau potable dans les villes de Pointe-Noire et Brazzaville. Le 1er secrétaire de la délégation de l'Union européenne au Congo, Matteo Sirtori, a émis le souhait aux autorités congolaises de contribuer à l'assainissement du quartier avant de regretter l'absence d'un représentant du ministère de la Santé à cette cérémonie. Après l'inauguration de ce centre,

un habitant de ce quartier a émis une inquiétude pour ce secteur, évoquant le difficile problème d'accès pour des habitants de l'avenue de l'Union Africaine qui relie Moukondo à Kombo. «La construction de ce centre est d'un grand intérêt capital, car il donne accès à des soins primaires et de proximité aux enfants, mères et pères. Ce centre vient en quelque sorte remplacer celui du quartier Émeraude englouti lors du glissement de terrain dans les années 2003 à 2004. Le seul souci est qu'il est construit à environ cinq cent mètres de l'érosion dont nous craignons les dégâts en période de pluie». Au terme de la cérémonie, le maire de Djiri, Ida Ngampolo, a assuré la population qu'une passerelle sera construite afin de supporter le passage d'une ambulance.

Lydie Gisèle Oko



FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
GMP12	Audit et contrôle des contrats des marchés publics	5 jours	06 au 10 octobre 2014
MDP14	Maîtriser les approvisionnements et la gestion des contrats en management de projets	5 jours	06 au 10 octobre 2014
MDP03	Planification, budgétisation, exécution et contrôle de projet	5 jours	13 au 17 octobre 2014
GMP04	Essentiel de la passation des marchés : rappel pour spécialiste, Chef de projets, Chef de cellules de passation des marchés etc.	5 jours	20 au 24 octobre 2014
EP04	XXAssurer la fonction d'assistant (e) de direction	5 jours	27 au 31 octobre 2014

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91
E-mail : iprc@iprc-training.org
Site web : www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

La nouvelle bouteille de bière de la marque Primus des Brasseries du Congo bientôt sur le marché

Il s'agit d'une bouteille en verre de 50 cl baptisé «Primus Masoloyasika ». Une bouteille plus moderne, jeune et dynamique que les Brasseries du Congo (Brasco) vont commercialiser dès début septembre. Les consommateurs pourront donc bientôt découvrir ce nouveau format de la marque Primus qu'ils auront au prix abordable de 450 FCfa et savourer cette bière de grande qualité dont la recette est la même que celle de la bouteille de 65 cl, avec un taux d'alcool de 5%, déjà présente sur le marché congolais.

La nouvelle bouteille a été présentée à la presse locale le 26 août au cours d'une conférence de presse qui s'est déroulée dans un hôtel de la ville de Pointe-Noire. Celle-ci a été animée par Laurent Théodore, Directeur marketing et commercial de Brasco, quia de prime abord indiqué : «comme vous le savez, le monde est en perpétuel mouvement et nous devons nous adapter le mieux possible afin d'offrir à nos consommateurs des produits innovants qui répondent à leurs attentes. Nous avons amorcé depuis plusieurs années, une série d'investissement pour mettre à la disposition des consommateurs congolais, des produits de qualité répondant le mieux possible à leurs besoins.»

Toujours à l'écoute de ses consommateurs qu'elle entend mieux satisfaire, Brasco a encore innové en donnant un regain de jeunesse à la marque Primus « la bière du pays », un produit de qualité et rafraichissant fabriqué dans le respect des normes. Cela, pour répondre aux désirs de ceux-ci (les consommateurs, comme l'a souligné Laurent Théodore : Nos études nous ont prouvé que les consommateurs congolais attendaient un peu plus de Primus leur bière leader ; le moment est donc venu de la rendre plus moderne, jeune et dynamique.»

La nouvelle bouteille de bière Primus de la même recette que celle de 65 cl sera vendue en casier de 20 poches interchangeable avec les casiers des autres produits Brasco dont le prix de vente au dépôt est fixé à 7.800 F Cfa. La bouteille sera quant à elle vendue au prix détail de 450 Francs Cfa. Ces prix homologués par le ministère du commerce sont abordables pour le consommateur. Ils présentent aussi des atouts pour les clients qui pourront attirer de nouveaux consommateurs et augmenter leur chiffre d'affaires.

Ce nouveau format marque une nouvelle étape de la marque Primus qui compte déjà d'autres formats et produits déjà sur le marché. La nouvelle bouteille de 50 cl s'ajoute à la gamme des produits de la marque Primus composée de la bouteille en verre de 65 cl vendu à 500 FCfa et celle en plastique d'un litre vendu à 1000FCFa (bière de 5%) ainsi que la bouteille de 30 cl ; la Primus Radler, une bière de 2% faite à base de malt et de jus de citron vendu au prix de 350FCfa.

Le lancement officiel de la nouvelle bouteille sera marqué par un grand concert public avec les meilleurs DJ du pays. La société prévoit plusieurs activités pour sa promotion, entre autres : une campagne publicitaire (télé, radio, affiches, banderoles, posters, social média...). Un concours de la plus belle photo de la nouvelle bouteille sera aussi organisé ainsi des activations dans les points de vente des produits Brasco.

**MASOLO
YA
SIKKA**

**Primus
50 cl**

TANGO NA BISO BIÈRE NA BISO

La presse locale a pu découvrir, à travers une projection faite pendant la conférence de presse, le spot publicitaire du nouveau format ainsi que son nouveau slogan à savoir : « Tango na biso, bière na biso ». Pendant les échanges les préoccupations de l'auditoire ont concerné, entre autres, la trop petite différence de prix (50FCfa

seulement) entre la nouvelle bouteille (450 FCfa) et celle de 65 cl (650FCfa), le problème de distribution des produits Brasco dans la ville et le non respect des prix homologués par certains partenaires de Brasco. Pour Laurent Théodore, la petite dif-

homologués par le ministère du commerce. Cela est important pour nous. Les équipes de Brasco seront vigilantes dans les dépôts centraux et les dépôts secondaires. Nous faisons tout pour éviter les mauvais comportements économiques » Quant au pro-

férence de prix ne constitue pas un problème pour les consommateurs qui auront l'avantage d'avoir sur le marché deux formats de la bière Primus qui répondent au mieux à leurs attentes. Pour ce qui est des prix des produits, le Directeur marketing et commercial a insisté : « Nos partenaires doivent respecter scrupuleusement les prix

blème lié à la distribution des produits à Pointe-Noire, il a assuré que sa société fera de sorte que la ville soit couverte de manière homogène de la nouvelle bouteille de 50 cl, un des produits innovants de Brasco que les consommateurs pourront découvrir en début septembre.

ÉBOLA

L'UA propose l'ouverture des frontières

Devant l'ampleur de l'épidémie du virus Ébola qui ne cesse de poursuivre sa progression en Afrique de l'Ouest, l'Union africaine a organisé le 8 septembre une réunion d'urgence à Addis-Abeba, la capitale d'Éthiopie. Il s'agissait de définir une stratégie commune de lutte contre ce fléau.

À cette occasion, l'organisation continentale a appelé tous les États membres « à lever toutes les interdictions de voyage afin que les gens puissent se déplacer entre pays, faire du commerce afin de favoriser les activités économiques. » Commentant cette décision, la ministre des Affaires étrangères mauritanienne et présidente du Conseil exécutif de l'Union africaine, Hindou Mint Ainina, s'est exprimée en ces termes : « Il y a une recommandation, un consensus entre tous les pays qui ont participé concernant la levée des restrictions sur le déplacement des personnes et des mesures à prendre pour accompagner cette levée en termes de dépistage, en termes de suivi, en termes de communication de l'information entre les États qui sont directement atteints par l'épidémie et les autres. Et ce, afin d'empêcher que la crise humanitaire ne vienne se greffer sur la crise liée à l'épidémie. C'est-à-dire qu'il faut éviter de créer des conditions où l'économie, où la vie va s'arrêter dans les pays qui sont les plus affectés, en particulier en Afrique de l'Ouest. Les États sont souverains dans leurs décisions, mais l'orientation globale est que l'engagement des pays de l'Union africaine est pour

l'ouverture des frontières ».

Les participants ont non seulement pris des mesures sur la levée de suspension de vols et de fermeture de ports et de frontières, mais aussi celles visant à mettre un terme à « la stigmatisation » des pays touchés par la pandémie et de leurs ressortissants. Ils ont en quelque sorte forgé une vision commune de la maladie à virus Ébola et adopté une approche collective au niveau du continent qui prend désormais en compte son impact socio-politique et économique. Les dirigeants s'inquiétaient de la fermeture des frontières par certains États et de la suspension des vols décidée par certaines compagnies aériennes.

La mobilisation internationale

Hors de l'Afrique, des engagements sont aussi pris pour lutter efficacement contre le virus Ébola. C'est le cas aux États-Unis où le président Barack Obama, a annoncé lundi que l'armée américaine allait déployer des unités de mise en quarantaine et des équipements, et pour assurer la sécurité des travailleurs de la santé internationaux dans les pays touchés.

L'Union européenne a de son côté annoncé la semaine dernière des mesures d'aide d'un montant de 140 millions d'Euros pour lutter contre

l'épidémie d'Ébola en Guinée, en Sierra Leone, au Liberia et au Nigeria. Sur cette nouvelle enveloppe, 38 millions d'euros sont spécifiquement destinés à aider les autorités de ces pays à améliorer leurs services de santé, notamment en renforçant les centres de traitements ou en soutenant le personnel de santé, tant pendant la crise que pendant la phase de redressement. Il est également prévu de fournir une aide en matière de sécurité alimentaire, d'eau et d'assainissement, domaines essentiels pour préserver la santé de la population.

L'épidémie actuelle d'Ébola, la plus importante, la plus sévère et donc la pire du genre jamais enregistrée depuis la découverte en 1976 de ce virus frappe les quatre pays de l'Afrique de l'Ouest susmentionnés. Le dernier bilan de l'OMS estime à plus de 2000, le nombre de personnes déjà tuées par la fièvre hémorragique à virus Ébola dans les trois pays africains les plus touchés : Guinée, Liberia et Sierra Leone. L'organisation onusienne a déjà autorisé huit traitements expérimentaux et deux vaccins pour combattre le virus Ébola. Par ailleurs, un nouveau vaccin, prometteur contre le virus Ébola vient d'être mis au point par des chercheurs américains. Testé sur des singes, il est avéré que ce vaccin peut protéger pendant cinq semaines ou jusqu'à 10 mois, s'il est utilisé en conjonction avec un rappel.

Nestor N'Gampoula

Forte implication financière italienne

Équipements spécialisés, médecins et spécialistes sur le terrain et dans les laboratoires, un programme de lutte mis en place : Rome est sur le pont.

Le gouvernement italien n'entend pas reculer face à l'épidémie d'Ébola qui frappe l'Afrique. Comme l'a révélé un journal, des chercheurs italiens ont mis au point un vaccin qui pourrait être distribué dans les prochaines semaines, ses volontaires se sont déployés dans les différents pays ouest-africains touchés. Médecins et aides-soignants italiens sont en effet sur le terrain de la lutte en Guinée Conakry, en Sierra Leone, au Libéria et en République démocratique du Congo.

À cet engagement très volontariste, l'Italie ajoute une contribution multiforme à l'action de l'Organisation mondiale de la Santé, OMS, pour

contrer l'épidémie. Un programme d'interventions d'urgence a ainsi été lancé, alors que la coopération italienne annonce le déblocage d'un fonds de 240.000 euros (plus de 157 millions de CFA) pour les équipements spécialisés de protection dont le manque a causé de nombreux cas de contamination parmi le personnel médical en Afrique de l'Ouest.

La Farnesina, le ministère italien des Affaires étrangères, précise que Rome entend prendre sa part à la course contre la montre qui s'est engagée contre le virus à fièvre hémorragique. Dans les pays qui en nécessitent, l'Italie a envoyé ou s'appête à le faire, médicaments, fournitures sa-

nitaires et équipements pour le renforcement des systèmes locaux de surveillance épidémiologique. Dans les différents pays, l'Italie prend aussi en charge les médecins qui présentent le profil adapté à la situation d'urgence.

« L'Italie enverra aussi par ailleurs ses propres spécialistes de haut-niveau provenant de l'hôpital Spallanzani de Rome, grand centre de référence aux niveaux national et international dans la lutte contre les maladies infectieuses », a ajouté un communiqué du gouvernement italien. Ces différentes contributions s'ajoutent aux 200.000 euros déjà débloqués en faveur de la Guinée à travers l'action menée sur place par l'Organisation mondiale de la santé, est-il précisé.

Lucien Mpama

CENTRAFRIQUE

Une experte des Droits de l'homme visite le pays

Marie-Thérèse Keita, experte indépendante sur la situation des droits de l'homme pour la République centrafricaine (RCA), entame le 10 septembre, en terre centrafricaine, une mission de travail de 10 jours. Cette visite lui permettra, le 24 septembre prochain, de présenter un rapport au Conseil des droits de l'homme de l'Onu.

Marie Thérèse Keita est à sa énième visite en République centrafricaine. L'actuelle visite se déroule à une période où la Mission internationale de soutien à la République centrafricaine (MISCA) est sur le point de passer la main à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Ce transfert d'autorité, prévu pour le 15 septembre, se fait en application de la résolution 2149 du conseil de sécurité de l'Onu.

L'experte indépendante a estimé avant son départ pour Bangui que les conflits qui se déroulent dans d'autres parties du monde ne sauraient faire oublier les souffrances endurées par les populations centrafricaines et les violations massives dont elles sont victimes depuis décembre 2012. « L'un de mes objectifs est de maintenir l'attention de la communauté internationale et du Conseil des droits de l'homme sur la situation chaotique de la RCA jusqu'à ce que des solutions idoines soient trouvées », a-t-elle déclaré.

Cette troisième visite permettra à l'experte indépendante de s'enquérir des progrès effectués dans la mise en œuvre des différentes recommandations formulées dans ses deux derniers rapports au Conseil des droits de l'homme. Au cours de son séjour en terre centrafricaine, l'experte onusienne s'entretiendra notamment avec les autorités de la Transition, le corps diplomatique, les dirigeants de la MISCA et de la MINUSCA, des groupes de femmes dirigeantes, des jeunes, des organisations de la société civile, des ONG internationales, des partis politiques, des leaders de groupes armés et des leaders religieux.

Son agenda annonce également des visites dans plusieurs régions en dehors de Bangui la capitale. Ainsi, les différents témoignages qui seront recueillis au cours de cette visite de travail lui permettront de préparer et de présenter des nouveaux modules de rapports au Conseil des droits de l'homme à l'ouverture de sa 27ème session programmée le 24 septembre prochain.

Tiras Andang et Fiacre Kombo (Stagiaire)

NÉCROLOGIE



Yvette Reine Nzaba, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, les familles Balonga Joseph et Mouanda Emile à Madingou, la famille Maboudi Michel à Loulombo, les familles Bounzi Adèle et Boussoukou Jean Pierre à Brazzaville ont la profonde douleur d'annoncer aux parents amis et connaissances le décès de leur fille, mère, sœur, tante et épouse Boumba Henriette survenue le samedi 06 septembre 2014 au Centre hospitalier de Makélékélé. La veillée funèbre se tient au N°68 de la rue Marie Bella, quartier Diata.

BANGUI

Les journalistes formés sur la prévention des conflits

L'Institut Panos Europe a organisé un atelier de formation sur les « Journalistes sensibles aux conflits et la sécurité des journalistes en Centrafrique ». Cet atelier qui a commencé le 8 septembre prendra fin le 12 prochain. Objectif : rechercher la paix. Vingt et six participants y sont conviés.

Cette formation vise à renforcer les compétences déontologiques d'un pool de journalistes, en vue de promouvoir le rôle des médias dans la prévention des conflits et leur comportement pendant et après la crise.

Theophile Momokoama, chargé des projets à l'Institut Panos Europe a déclaré au RJDH que l'espoir, il y a, pour la Centrafrique de retrouver la paix. « Avec l'espoir que nous devrions retrouver la paix, et, les journalistes doivent y prendre une place importante parce que c'est eux qui diffusent les informations. Une information mal encadrée, mal diffusée peut attiser la haine. Quand elle est bien préparée par un professionnel outillé, cette information contribue à la paix. C'est pourquoi nous avons réuni ces journalistes pour leur donner les bases déontologiques liées au traitement des informations en temps de crise », a-t-il justifié.

« Pour travailler en temps de crise, ce n'est pas facile. Nous attendons savoir comment collecter les informations et les diffuser en temps de crise » a espéré Etienne Vikoma, l'un des participants. Les 26 journalistes participants provenant de Bangui et des provinces, auront à faire des productions radios, presse écrite et presse en ligne pendant six mois après la formation.

Le génie militaire finalise la construction de l'école Ngaragba

Le bataillon de génie militaire finalise la construction de la clôture de l'école primaire de Ngaragba, située dans le 7ème arrondissement de la ville de Bangui. Les travaux de construction ont démarré le lundi 08 septembre et se poursuivront par la réhabilitation des salles de classe.

C'est dans la poursuite des activités dénommées « Le génie militaire au service de la population », que les militaires procèdent aux travaux de clôture du bâtiment, d'un ½ périmètre de 185 mètres dont la pose de la première pierre s'est faite ce mardi. Cela dans le but d'assurer un environnement sain aux élèves qui vont bientôt reprendre les activités scolaires.

Selon le sous-lieutenant Richard Krabadja, le superviseur de ces travaux, ceux-ci seront suivis de la réhabilitation des salles de classes. Il a indiqué que le génie militaire intervient pour prêter la main d'œuvre à l'entreprise qui a obtenu le marché de la construction de cette clôture. « Il serait souhaitable que la population centrafricaine sache qu'en plus des métiers d'armes, le militaire a cette capacité de faire de petits travaux comme la maçonnerie, la menuiserie etc », a poursuivi Richard Krabadja.

Selon le directeur de ladite école, Dieudonné Kpakpa, c'est après plusieurs doléances adressées que la clôture de son établissement se réalise. « Quand j'ai pris service ici le 20 octobre 2007, aussitôt j'ai commencé à entreprendre des démarches pour qu'on puisse entièrement clôturer cette école. J'ai écrit à des éminentes personnalités mais, mes écrits sont restés lettres mortes. Mais quand j'ai écrit le 5 juin dernier au chef de l'État de la transition, elle a bien voulu envoyer le bataillon de génie », s'est-il exprimé.

L'école Ngaragba a été créée en 1941. « Cet établissement a contribué à la formation de certains cadres du pays. Nous pensons que c'est un établissement abandonné », a souligné le directeur. C'est depuis un mois que le génie militaire mène des activités dans la ville de Bangui. Ces militaires procèdent au nettoyage des locaux administratifs. Les travaux de la clôture et de la réhabilitation des salles de classe de l'école Ngaragba sont financés par la chef de l'état de transition Catherine Samba-Panza, suite à la doléance faite par le directeur de ladite école.

L'énerca procède au remplacement du transformateur de la Sous-Station A

L'Énergie centrafricaine (Enerca) procède officiellement au remplacement de son ancien transformateur qui a déjà totalisé 35 années d'existence. Il est remplacé par un autre plus performant et de capacité supérieure. C'est le lundi 8 septembre que les travaux ont commencé sur le site qui jouxte la direction générale de cette société.

Ouvriers, agents de l'Enerca et forces de l'ordre ont été mobilisés très tôt ce matin pour participer aux travaux de l'installation d'un nouveau transformateur. Route barrée et déviée, bureaux fermés pour certains, l'ambiance était véritablement aux travaux de cette installation.

Interrogé quant aux mouvements qui se font voir, un haut responsable de l'Enerca, visiblement en

train de contrôler les travaux a lâché prise. « Vous constatez que ce sont les travaux de l'installation d'un nouveau transformateur promis la semaine passée, qui ont commencé. Dès ce matin, nous avons mobilisé l'équipe en charge desdits travaux. Tout le monde est sur le terrain pour l'instant et les travaux vont bon train ». Cependant, ce dernier n'a pas voulu se prononcer ni sur les

différentes étapes du déroulement de ces travaux ni sur la durée de perturbation du fonctionnement des services de l'Enerca. On note que c'est avec étonnement que les passants qui empruntent la voie déviée devant l'enceinte de l'Enerca, observent les choses.

La direction générale de l'Enerca n'était pas disponible pour des commentaires supplémentaires. La promesse de l'installation d'un nouveau transformateur de 10 MVA en remplacement de celui de 5 MVA, a été faite le 04 septembre dernier. Des dispositions seraient prises pour alimenter les hôpitaux et d'autres points stratégiques.

BOUAR

Des femmes rurales reçoivent du matériel agricole

L'organisation nationale des femmes rurales de la ville de Bouar a reçu des dons en matériels agricoles et autres outils de travail, le vendredi dernier, de la part de la maison de la société civile et du développement de la ville de Bouar.

Ces dons sont composés de 18 machettes, 36 houes, 80 sacs vides, 80 bâches, 200 kilogrammes d'engrais, 2 kilogrammes d'insecticide, 2 pulvérisateurs, 2 décamètres, 2 balances de 100 kilogrammes, 2 paires de gant et 2 cartons de cache-nez. « Cet appui fait suite à une étude réalisée par la maison de la société civile et du développement. Les résultats confirment

que l'organisation des femmes rurales mérite un appui particulier. C'est dans cette optique que nous avons appuyé cette ONG », a soutenu Dieudonné Adala, directeur général de la maison de la société civile et du développement de Bouar. Sylvie Sikinédi, présidente de l'organisation des femmes rurales précise que ces outils de travail ne sont pas à détruire. « Nous

avons déjà reçu ce don, qui est un outil de travail. Nous devons les protéger. La personne qui le détruira est contre le développement d'une femme, la souffrance qu'a connue la RCA est le résultat de ceux qui ne veulent pas travailler », a-t-elle dit.

Le préfet de Nana-Mabéré a fait aussi savoir qu'il veillera sur la bonne utilisation de ces dons. En cas de sabotage, les présumés pourront répondre de leurs actes devant la justice.

Don de vivres aux personnes vivant avec le VIH/sida

Des personnes vivant avec le VIH ont reçu une aide alimentaire le weekend dernier, à l'hôpital préfectoral de Bouar (ouest). Un don composé de semoule et de l'huile de cuisine. Selon la dispensatrice Josiane Rénéssio, cette aide vise à aider les malades qui ont perdu du poids, soit ceux qui pèsent plus

ou moins de 40 kilogrammes. « Sur les 90 personnes identifiées, seulement 56 sont présentes et ont reçu cette aide. Ce constat prouve que les personnes vivant avec le VIH continuent d'être victimes de la stigmatisation et de la discrimination », a supposé Josiane Rénéssio. Une bénéficiaire

qui requiert l'anonymat se réjouit de cette assistance et relève que la prise des médicaments Antirétroviraux entraîne la faim chez les malades. Nombreuses sont des personnes vivant avec le VIH/sida qui refusent de prendre les ARV parce qu'elles ne bénéficient pas d'une prise en charge alimentaire.

BRIA

Plus d'activités scolaires depuis deux ans à Yalinga et Daho - Boutou

Depuis deux ans, les jeunes de la commune de Yalinga située à 170 Km de la ville de Bria et celle de Daho - Boutou à 145 km, n'ont pas eu la chance d'aller à l'école. Ceci à cause de l'insécurité persistante dans ces localités. Les autorités communales ont déploré cette situation qui selon elles, sacrifie l'avenir de ces jeunes. Les jeunes de Yalinga et de Daho-Boutou sont abandonnés à leur triste sort. Ils n'ont pas d'éducation de base. Dans ces localités, les bâtiments scolaires sont en ruine, aucun do-

cument administratif et scolaire n'est disponible. Il n'y a aucun instituteur dans ces zones. Une situation qui inquiète les autorités administratives de ces communes. Car pour ces dernières, l'avenir, reposant sur l'éducation est sacrifié. « Les plus jeunes sont obligés de se livrer à des jeux ou des travaux qui sont nuisibles, pour leur avenir. Cette rupture des activités scolaires dans le secteur est due à l'insécurité encore grandissante. Les éléments de la LRA communément appelés

Tongo Tongo sont à l'origine de ce problème », a témoigné une autorité communale. Le maire de la commune de Daho-Boutou de sa part, a souhaité que le gouvernement de la transition centrafricaine et l'Unicef qui est en charge de l'éducation de l'enfance, puissent intervenir en faveur des jeunes qui sont dans ces communes dans divers domaines, afin de les aider. La commune de Yalinga et celle de Daho-boutou font partie des zones où les éléments de la LRA sévissent depuis 2008.



Tél.: 06 600 0000
Agence de Pointe-Noire

LE TELEPHONE DE BUREAU NOUVELLE GENERATION

EN LIGNE AVEC LE SUCCES : Poste OMNITOUCH 8082 My IC PHONE



Tél.: 01 600 0000
Agence de Brazzaville

NE PERDEZ AUCUN APPEL DE VOS CLIENTS.

AUGMENTEZ LA CROISSANCE DE VOTRE ACTIVITE.

- Ecran tactile de 7 pouces rétroéclairé
- Intelligence du Smartphone sur votre téléphone de bureau
- Personnalisation de la page d'accueil
- Carnet d'adresse, conférence, messagerie
- OMNITOUCH 8082, équipement SIP
- Combiné Bluetooth

CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI

ARTS PLASTIQUES

Des artistes de différents pays vont croiser leur savoir-faire

Les ateliers Sahn ont animé une conférence de presse le 8 septembre. Celle-ci a porté sur le textile. À l'occasion, le public a eu droit à la projection d'un film intitulé « Le transport en commun ».

Conçu par Éric Watt lors de la deuxième rencontre internationale d'art contemporain, tenue du 26 août au 26 septembre 2013 à Brazzaville, sur le thème de l'eau. Ce film a permis aux participants de mieux comprendre la vision des ateliers Sahn qui se présentent comme une structure d'appui à la création artistique avec un soutien multiforme aux artistes qui, chaque année, à travers une rencontre internationale, peuvent échanger entre eux.

La troisième rencontre internationale réunira une trentaine de participants venus du Sénégal, de Madagascar, du Mali, du Bénin, de la RDC, du Cameroun, de la France, de la RDC et du Congo Brazzaville, pays hôte. La thématique retenue cette année consacre le textile. À l'issue de cette rencontre, les travaux des meilleurs artistes seront récompensés et promus à travers une exposition. Cette rencontre se veut essentiellement pratique.

Quatre encadreurs interviendront dans différentes disciplines. Il s'agit de la Malgache Môta Soa, alias Danielle, qui participe pour la première fois à ces rencontres internationales. Cette artiste qui s'est dite heureuse de prendre part à ces travaux pour la première fois, interviendra sur l'art vidéo qu'elle aura à partager avec

d'autres artistes. D'autres spécialistes, comme le Sénégalais Alioune Badiane, directeur-fondateur de l'académie internationale des arts, également enseignant et consultant en critique d'art, animeront l'atelier sur la critique d'art. Le Malien Abdoulaye Konaté dispensera son expérience en art plastique. Il travaille avec le textile qui est son principal matériau de création. Cet enseignant et directeur général du conservatoire des arts et métiers multimédia Balla Fasseké Kouyaté du Mali puise son inspiration tant dans les spiritualités africaines que dans l'actualité mondiale. Enfin, on cite le Français Dominique Wallon qui interviendra sur le cinéma.

Moufouli Bello, l'une des participantes venue du Bénin s'est dite intéressée à participer à cette troisième rencontre internationale. « Je recherchais le lieu des résidences d'artistes en Afrique pour voir le travail des artistes et voir comment l'art est apprécié dans les différents pays africains, voir également dans quelle condition socio-économique l'art est pratiqué en dehors de chez moi. » Elle est peintre depuis plus de trois ans et saisira cette opportunité pour approfondir ses connaissances en art plastique si possible en vidéo.

Chris Lewis Moumbounou, coordinateur général aux Ateliers Sahn, a invité les amoureux et non amoureux de l'art de se rapprocher de leur Centre pour voir des merveilleuses créations fabriquées par des artistes. Il a regretté le désintérêt des autorités congolaises à l'art.

Rosalie Bindika

ARRÊT SUR IMAGE



Un accident s'est produit non loin du siège de la Fao, à Brazzaville, le mardi 9 septembre aux environs de 12 heures 30 minutes. Une voiture qui sortait de la rue Père Bessieu, sans marquer le « Stop », a heurté une voiture 4x4 qui roulait sur l'avenue principale, en la prenant par le flanc. Sous l'effet du choc et de la charge, le 4x4 s'est retrouvé sur le côté.

Heureusement qu'en dehors de quelques coulées de sang sur la tête du conducteur fautif, un capitaine de la police, tous les passagers du 4x4 sont sortis indemnes. Seulement, les curieux qui ont accouru, ont découvert que parmi les infortunés passagers à bord du 4x4, il y avait un ministre de la République. Il a pu, avec l'aide de ses collaborateurs et des assistants, sortir de la voiture et marcher sans problème.

Crédit Rentrée Scolaire

FRAIS DE DOSSIER GRATUITS

BGFIBank vous accompagne pour la rentrée scolaire

BGFIBank vous accompagne pour faire face aux dépenses de la rentrée scolaire.

Grâce à une offre* de crédit diversifiée et personnalisée répondant précisément à vos besoins, vous pouvez acheter les fournitures scolaires, les vêtements, divers équipements ou financer les études de vos enfants.

Une rentrée scolaire sans encombre, C'est possible avec BGFIBank.

Selon vos besoins, obtenez entre **200 000 et 2 000 000 F Cfa**, au taux préférentiel de **11% remboursables sur 10 Mois** et disposez des fonds dans un délai d'une semaine.

*Offre valable du 25 Juillet au 25 Octobre de l'année en cours.

Pour plus d'informations, votre Chargé de Relations Clientèle et toute l'équipe commerciale se tiennent à votre disposition.

BGFIBank



Service Ecoute Client

Tél.: +242 06 944 50 85/05 544 85 22
+242 05 544 89 88/05 544 85 20
Fax : +242 22 281 50 89/90
Email : eqccongo@bgfi.com

www.bgfi.com


BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES,
DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC
ET DE L'INTEGRATION
COORDINATION DU PROJET DES TRANSPORTS
PUBLICS URBAINS
CABINET
MEFPPPI-CPTPU-CAB

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité*Travail*Progrès

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT DE MECANICIENS, ELECTROMECHANICIENS ET TOLIERIS

Conditions d'inscription

- Etre de nationalité congolaise ;
- Etre âgé de 20 ans au moins et de 40 ans au plus ;
- Etre titulaire d'un BEP ou BEI ou d'un diplôme équivalent.

Dossier de candidature

- Une (1) demande manuscrite adressée au Coordonnateur du projet des transports publics urbains ;
- Une photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport ;
- Une copie du diplôme certifiée conforme ;
- Un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- Un certificat médical.

Lieu de dépôt des dossiers et clôture des inscriptions

Les dossiers de candidature sont à déposer au plus tard le lundi 15 septembre 2014,

- à Brazzaville, au secrétariat de la direction départementale des transports terrestres sise à l'hôtel de la préfecture de Brazzaville ;
- à Pointe-Noire, au secrétariat de la direction départementale des transports terrestres face au collège Jean Félix TCHICAYA.

Fait à Brazzaville, le

Alphonse Pepa



PEPA

Le coordonnateur du projet,

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES,
DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC
ET DE L'INTEGRATION
COORDINATION DU PROJET DES TRANSPORTS
PUBLICS URBAINS
CABINET
MEFPPPI-CPTPU-CAB

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité*Travail*Progrès

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'INGENIEURS MAINTENANCIERS, ELECTROMECHANICIENS ELECTROTECHNICIENS

Conditions d'inscription

- Etre de nationalité congolaise ;
- Etre âgé de 23 ans au moins et de 30 ans BU plus ;

Dossier de candidature

- Une demande manuscrite adressée au Coordonnateur du projet des transports publics urbains ;
- Une photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport ;
- Une copie des diplômes ou leurs équivalents certifiée conforme ;
- Un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- Un certificat médical.

Lieu de dépôt des dossiers et clôture des inscriptions.

Les dossiers de candidature sont à déposer au plus tard le lundi 15 septembre 2014 à 15 heures précises,

- à Brazzaville, au secrétariat de la direction départementale des transports terrestres sise à l'hôtel de la préfecture de Brazzaville ;
- à Pointe-Noire, au secrétariat de la direction départementale des transports terrestres face au collège Jean Félix TCHICAYA.

Fait à Brazzaville, le

Alphonse Pepa



PEPA

Le coordonnateur du projet,

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES,
DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC
ET DE L'INTEGRATION
COORDINATION DU PROJET DES TRANSPORTS
PUBLICS URBAINS
CABINET
MEFPPPI-CPTPU-CAB

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité*Travail*Progrès

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT DES CONDUCTEURS

Conditions d'inscription

- Etre de nationalité congolaise ;
- Etre âgé de 25 ans au moins et de 35 ans au plus ;
- Etre titulaire d'un permis de conduire BCDE ;
- Etre titulaire d'un BEPC ou d'un diplôme équivalent.

Dossier de candidature

- Une demande manuscrite adressée au Coordonnateur du projet des transports publics urbains ;
- Une photocopie de la carte nationale d'identité ;
- Une photocopie en couleur du permis de conduire ;
- Une copie du diplôme certifiée conforme ;
- Un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- Un certificat médical.

Lieu de dépôt des dossiers et clôture des inscriptions

Les dossiers de candidature sont à déposer au plus tard le lundi 15 septembre 2014,

- à Brazzaville, au secrétariat de la direction départementale des transports terrestres sise à l'hôtel de la Préfecture de Brazzaville ;
- à Pointe-Noire, au secrétariat de la direction départementale des transports terrestres face au collège Jean Félix TCHICAYA.

Fait à Brazzaville, le

Alphonse Pepa



PEPA

Le coordonnateur du projet,

CONSEIMMO et ACDES CONSULTING UNE FORMATION SPECIALE QUI CHANGE VOTRE VIE

- . Jeunes, adultes, vieux,
- . Diplômés, non Diplômés,
- . Vous savez lire et écrire.

Des experts en managements vous informent en situation réelle et pratique de management, de développement Humain, d'E-Business et de création des petites et Moyennes Activités Lucratives (PMAL)

La formation est individuelle

Début de la formation : Lundi 08 Septembre 2014

Durée de la formation : 07 mois

Objectif : À la fin de la formation, l'apprenant devra être propriétaire d'une PMAL

Inscrivez-vous /

Pour tous renseignements, contactez-nous à l'adresse suivante

CONSEIMMO

Face Cercle Culturel Sony Labou Tansi,

La Glacière, Baongo Brazzaville

Contact : 06 658 90 60

Coupe d'Afrique des Nations 2015

L'après Eto'o et Drogba débute par une victoire pour le Cameroun et la Côte d'Ivoire

Groupe D

La vie sans Samuel Eto'o a débuté par une probante victoire des Lions Indomptables, à Lubumbashi. Opposés aux Léopards de RDC, les Camerounais, où Song, Bong, Matip et Nguémo étaient absents (Makoun et Webo ont également annoncé leur retraite), les hommes de Volker Finke s'imposent grâce aux réalisations du jeune Clinton N'Jie, dont c'était la première sélection, et de Vincent Aboubakar.

À Abidjan, les Éléphants devaient également débiter un nouveau cycle, sans Didier Drogba, retraité, et les vétérans Zokora et Kolo Touré, non retenus par Hervé Renard. Dans un contexte rendu délicat par l'épidémie d'Ebola en Sierra Leone et le refus de la CAF de délocaliser le match, les Ivoiriens ont souffert et douté, lorsque Kei Kamara a ouvert le score, juste avant la pause.

Ecarté par Lamouchi pour le Mondial, Seydou Doumbia a

prouvé qu'il restait un buteur affûté en égalisant à l'heure de jeu. Trois minutes plus tard, Gervinho libérait le public d'Abidjan. Et donnait un peu d'air à Hervé Renard. Notons le choc entre le Cameroun et la Côte d'Ivoire, mercredi à 16h, tandis que les Léopards devront se relancer au Lesotho sous peine d'être d'ores et déjà hors course.

Côte d'Ivoire-Sierra Leone : 2-1 (0-1)

Buts : Doumbia (63e) et Gervinho (68e) pour la Côte d'Ivoire, K. Kamara (43e) pour la Sierra Leone

RDC-Cameroun: 0-2 (0-1)

But : N'Jie (45e+2) et Gervinho (81e) pour le Cameroun
Classement
1) Cameroun, 3 pts (+2), 2) Côte d'Ivoire, 3 pts (+1), 3) Sierra Leone, 0 pt, 4) RDC, 0 pt
Programme de la seconde journée
Cameroun-Côte d'Ivoire et Lesotho-RDC ce mercredi 10 septembre.

Le Ghana tenu en échec, la Guinée prend la tête



Lé Rémois Odaïr Fortès, ici face à Lille, a doublé le score pour le Cap Vert, net vainqueur du Niger à Niamey (crédits photo adiac)

Groupe E

Décevant au Mondial, le Ghana ne se rassure pas en concédant un score de parité face à l'Ouganda (1-1). Et malgré une rencontre plaisante, que les deux formations auraient pu remporter, les supporters du Baba Yara Stadium de Kumasi ont grondé. Au point que la Fédération a décidé de rapatrier les Black Stars à Accra pour préparer le déplacement de mercredi au Togo. Un Togo défait à Casablanca, où le match a été délocalisé pour cause d'Ebola, par le Sily national de Guinée (1-2). Malgré la présence d'Ade-

bayor, Romao et Agassa, aux mains glissantes samedi, et le renfort de Mathieu Dossevi, les Eperviers ont été dominés jusqu'à l'expulsion du Toulousain Issiaga Sylla, sans conséquence pour les Guinéens.

Guinée-Togo : 2-1 (0-0)

Buts : Soumah (11e) et Idrissa Sylla (45e) pour la Guinée, J. Ayité (60e) pour le Togo

Ghana-Ouganda: 1-1 (0-1)

Buts : A. Ayew (49e sur penalty) pour le Ghana, Maweje (45e) pour l'Ouganda
Classement
1) Guinée, 3 pts, 2) Ouganda, 1 pt, 3) Ghana, 1 pt, 4) Togo,

0 pt
Programme de la seconde journée
Togo-Ghana et Ouganda-Guinée le mercredi 10 septembre.

La Zambie tenue en échec, le Cap Vert facile

Groupe F

Alors que les Chipolopolo Boys de Zambie étaient tenus en échec par le Mozambique, le Cap Vert a pris l'ascendant sur le Niger, au Niamey (3-1). Et prend la tête du groupe avant de recevoir la Zambie mercredi.

Zambie-Mozambique : 0-0

Niger-Cap Vert: 1-3 (0-1)

Buts : Maazou (35e) pour le Niger, Garry (3e), Fortes (14e) et Ze Luis (24e) pour le Cap Vert
Classement
1) Cap Vert, 3 pts, 2) Mozambique, 1 pt, 3) Zambie, 1 pt, 4) Niger, 0 pt

Programme de la seconde journée

Cap Vert-Zambie, Mozambique-Niger le mercredi 10 septembre

Camille Delourme

AMC Telecom

Internet à partir de

9.000 FCFA

Avec **mobi** de AMC Télécom

Nouveaux Produits

Nouvelles Satisfactions

Brazzaville: Av. Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville, Rép. du Congo
 Pointe-Noire: Av. Charles De Gaulle, Centre-ville (en face de l'hôtel MIGITEL), Rép. du Congo
 Téléphones : 00242 05 545 07 60/ 06 950 53 02/ 06 888 81 81
 Courriel : support@amc-telecom.com - Web : www.amc-telecom.com

Ne Perdez Plus

VOTRE REPERTOIRE

AVEC

WARID PROTECT

Avec **Warid Protect**, sécurisez toutes vos données téléphoniques (répertoire, photos, vidéo, etc.).

Pour l'activation, composez ***4343*1*1# OK /YES**

Coût : 400 fcfa/mois*

* Plus coûts de navigation en cas échéant

www.waridtel.cg
04 400 01 23 ou 123
Warid Congo SA

WARID

Passer à l'action

ENJEUX DE L'HEURE

Les ultimes prédictions sur la formation du gouvernement de cohésion nationale

La semaine en cours ne saurait s'achever sans que n'intervienne la nouvelle équipe tant attendue, se convainc-t-on dans les milieux intéressés.

Toutes les prévisions faites autour de ce gouvernement jusqu'à ce jour ont été démenties. Même les sources les plus crédibles ont vu leurs pronostics être déjoués, étant entendu que l'information, la vraie, était verrouillée. Seul le chef de l'État savait, pour ainsi dire, quand et comment allait se former ce fameux gouvernement de cohésion nationale issu des concertations nationales. Alors qu'au niveau de l'opinion, la tendance était de ne plus croire à l'avènement dudit gouvernement au regard du temps déjà consommé, près de huit mois, Joseph Kabila lui, n'y a jamais renoncé. Peu importe le temps que cela devrait prendre, le plus important est que ce gouvernement verra le jour parce qu'il répond aux impératifs sociopolitiques de l'heure.

C'est non sans raison que le chef de l'État a reçu, il y a peu, le Premier ministre Matata Ponyo avec lequel il a



Joseph Kabila, au centre, en compagnie de quelques membres du gouvernement à Bukanga Lonzo

devisé sur certaines matières touchant à la gestion du pays. Certains esprits y ont vite vu un signal prémonitoire à l'imminence de ce gouvernement dont les ultimes prédictions annoncent pour la fin de cette semaine, certainement avant la rentrée parlementaire du 15 septembre. Faudrait-il croire à ces dernières prévisions lorsqu'on connaît la suite réservée à celles antérieures ? Pour nombre d'analystes, il est un fait que cette entrevue entre le chef de l'État et Matata Ponyo a vraisemblablement

tourne autour de la formation du futur gouvernement avec, à la clé, deux options sur la table. Soit maintenir Matata Ponyo à son poste, soit le remercier et composer un gouvernement avec un nouveau Premier ministre. Rien n'a filtré de cet entretien, mais d'après certaines indiscretions, Joseph Kabila aurait opté pour la carte du maintien de Matata Ponyo qui aurait fait preuve d'efficacité en vue de maintenir le cap de la stabilité économique.

L'actuel Premier ministre ne manque pas d'atouts et le reflet de son action se ressent en termes de croissance, même si dans le fond les réalités des chiffres ne s'accroissent pas toujours avec celles du terrain. Si la tête de Matata pourrait être sauvée, il n'en sera certainement pas le cas pour le reste du gouvernement dont le trois-quarts des membres risque de rendre le tablier pour insuffisance de résultats. « Il n'y aurait plus de primes à la paresse et au manque d'engagement

politiques », susurre-t-on dans le sérail présidentiel. Joseph Kabila que la majorité voudrait voir rempiler pour un troisième mandat voudrait composer avec des personnalités de poigne qui adhèrent à sa vision tout en l'accompagnant dans ce virage électoral que représente l'horizon 2016. Le moment est donc choisi, pour ce faire, surtout avec le débat engagé sur la révision constitutionnelle et le référendum.

Si à la tête du fameux gouvernement, l'option de maintenir Matata Ponyo en raison de sa technicité est de mise, il va sans dire que le reste du corps sera fondamentalement politique, apprend-on. La clé du futur gouvernement sera cristallisée autour de l'alliage qui fera entre les technocrates et les politiques pour ne pas tout chambouler au risque de tout recommencer à zéro. Qui va débarrasser le plancher ? Qui va rester ? Les spéculations vont bon train. En, tout état de cause, les chefs des partis politiques pensent que le moment est venu de se repositionner politiquement. Dossier à suivre.

Alain Diasso

DROITS DE L'HOMME

Des femmes outillées pour des actions de plaidoyer

L'atelier qui se tient à Kinshasa vise à remettre à niveau leurs capacités par rapport aux formations acquises et à leur donner un complément aux droits humains.



Une vue de la salle lors du lancement de l'atelier/Photo Adiac

Une trentaine de femmes du groupe cible primaire et des journalistes suivent, du 9 au 11 septembre au Centre de rééducation pour handicapés physiques, à Kinshasa un séminaire de remise à niveau sur le plaidoyer pour les droits de l'Homme. La formation organisée par Femmes Africa Solidarité (FAS) en partenariat avec ONU Femmes sous financement de l'Union européenne rentre dans le cadre du projet « Plaidoyer des femmes sur les droits et libertés fondamentales à l'est de la RDC » lancé depuis 2009 avec comme partenaire local de mise en œuvre Femmes solidaires pour la paix et le développement (FSPD).

Cet atelier, dont les objectifs s'imbriquent à ceux du projet, vise comme l'ont souligné le coordonnateur des FAS, Maurice Yumbi, et la coordonnatrice adjointe des FSPD, l'honorable Francisca Musuamba Bilenga, à renforcer les capacités des femmes groupe cible primaire afin de leur doter des outils qui vont leur permettre de mener des plaidoyers pour leurs droits et libertés fondamentales dans le pays et

au-delà. Particulièrement, cette activité ambitionne de donner aux femmes journalistes des informations nécessaires pour leur soutien aux actions de plaidoyer du groupe cible primaire. « Nous sommes ici pour compléter et renforcer la formation reçue par ces femmes du Groupe cible primaire et accroître leur compétence technique en matière de droits de l'Homme et de plaidoyer », a expliqué Maurice Yumbi. Dans les objectifs spécifiques, l'atelier de Kinshasa, en plus du renforcement des capacités des femmes et hommes du groupe cible primaire et leur remise à niveau par rapport aux formations antérieures reçues, tient encore à les aider à plaider pour les droits et libertés fondamentales. Il vise aussi à élaborer un plan d'action global pour leurs activités de plaidoyer dans leurs associations et à mettre en réseau les femmes journalistes et le groupe cible primaire pour les activités de plaidoyer.

Impacter sur la situation de femmes

La formation des femmes du groupe

cible primaire dans la défense des droits des femmes afin d'impliquer un groupe cible secondaire pour mobiliser la femme et la responsabiliser seule dans la défense de ses droits est l'un des quatre objectifs du projet mener par FAS.

Ce projet, selon Maurice Yumbi, a déjà formé soixante-cinq femmes du groupe cible primaire de l'Ituri et de Kinshasa. « Ces femmes, formées en droits de l'Homme, libertés fondamentales et plaidoyer par des activités de coaching, auront à constituer le groupe cible secondaire de huit cents femmes à la base qui, à leur tour, par des activités de sensibilisation nous permettront d'atteindre cinq mille personnes (hommes, femmes, jeunes filles et enfants) tel que le prévoit ce projet », a expliqué le coordonnateur des FAS. Selon ces explications, ce groupe de personnes en formation va donc former à son tour le groupe cible secondaire.

Lucien Dianzenza

SANTÉ

Deux stratégies pour mettre fin à l'épidémie d'Ébola à Boende

L'approche « Village par village » et « l'approche « Pas un ménage sans désinfectant » sont les deux moyens que le gouvernement vient de mettre en œuvre à Djera dans le territoire de Boende dans la province de l'Équateur, épice de l'épidémie de la maladie à virus Ébola depuis le 24 août, date de la déclaration officielle de cette maladie qui a fait trente-deux décès sur cinquante cas cumulés.

Selon le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, qui revient de Djera, ces deux stratégies visent à renforcer les efforts de lutte contre cette épidémie qui est cantonnée au seul secteur de Djera, parce que le souci du gouvernement et de ses partenaires est que cette épidémie ne soit pas étendue à d'autres villages. Pour ce faire, le gouvernement s'est donné un délai de quarante-cinq jours pour arrêter la transmission de la maladie.

L'approche « village par village », explique le Dr Félix Kabange Numbi, concerne vingt-trois villages du secteur de Djera qui ont été identifiés comme étant des endroits où se trouvent des personnes ayant été en contact avec des cas confirmés, des cas probables et des cas suspects d'Ébola. Pour assurer le suivi de toutes ces personnes, des comités de suivi ont été mis sur pied. Ils ont pour objectif de signaler des cas de cette maladie et de les

envoyer dans les centres de traitement afin d'interrompre la chaîne de transmission de cette épidémie. Ces comités de villages comprennent les chefs de villages, les chefs de secteur, les leaders sociaux, les infirmiers titulaires et les agents de santé. Des fonds ont été disponibles par le gouvernement pour la mise en œuvre de cette nouvelle approche de lutte contre la maladie à virus Ébola. Le ministre de la Santé a révélé que « les villages qui seront les premiers à atteindre l'objectif d'interrompre la chaîne de transmission du virus Ébola seront primés ».

Dans la mise en œuvre de cette approche, la 9^e direction de l'hygiène du ministère de la Santé publique sera appuyée par l'Unicef pour réaliser l'approche « Village assaini » dans les vingt-trois villages ciblés.

La deuxième stratégie, à savoir « Pas un ménage sans désinfectant », consiste à la distribution gratuite des désinfectants à tous les ménages du secteur de Djera. Objectif de cette stratégie : permettre aux habitants de se laver les mains régulièrement avec ces produits. Liant la parole à l'acte, lors de son séjour à Djera, le ministre de la Santé publique a procédé lui-même à la distribution des désinfectants aux habitants de Djera.

Le lavage des mains, souligne le ministre de la Santé publique, prévient beaucoup de maladies. Par conséquent, il est possible d'interrompre la chaîne de transmission du virus Ébola.

Aline Nzuzi

FRANCOPHONIE

Une candidature congolaise attendue

La RDC étant le deuxième pays francophone, cette visée lui redonnera également une grande visibilité.

Plusieurs sujets animent l'actualité en RDC. À côté du gouvernement de cohésion nationale attendu au début de la semaine prochaine, les différentes actions sur la révision de la Constitution, il y a également le dossier sur la succession d'Abdou Diouf au secrétariat général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). La RDC a gros à gagner sur ce dossier, étant donné que le pays est le deuxième état de cet espace, compte tenu de sa superficie et de sa population. Dans cette optique, le pays devra présenter son candidat pour succéder au Sénégalais Abdou Diouf, qui est en fin de mandat. « Cette fois-ci, c'est le tour de la RDC, c'est notre tour », souligne une opinion qui a pris corps dans le pays, après le dépôt officiel de la candidature du Dr Tharcisse Loseke auprès du gouvernement congolais.

On se rappellera que le Dr Tharcisse Loseke avait officiellement déposé, le 15 août, sa candidature auprès du gouvernement congolais afin d'être proposé comme successeur de l'actuel secrétaire général de l'OIF. La balle se trouve actuellement du

comme les font déjà ceux des autres pays qui ont déjà bénéficié du soutien et de l'aval de leurs États. « Plus ça traîne, plus on amoindrit les chances du pays de voir son prestige reconnu au niveau de cette organisation par l'élection de son fils, parce que les candidats des autres pays sont déjà fixés et semblent être en avance par rapport aux Congolais alors que le coup d'envoi devrait être donné pour tout le monde en même temps », a-t-il appuyé.

Une candidature murement réfléchie
Agé de 65 ans, le Dr Tharcisse Loseke avait transmis sa candidature au poste de secrétaire général de l'OIF au ministère des Affaires étrangères et Francophonie de la RDC. C'était en perspective du quinzième sommet de cette organisation prévu du 29 au 30 novembre à Dakar au Sénégal.

Médecin neurologue, professeur d'université, ancien ministre de l'Environnement du gouvernement du Premier ministre Étienne Tshisekedi, Tharcisse Loseke entend assumer, de manière ferme et



Tharcisse Loseke, le candidat congolais au secrétariat général de l'OIF

côté du gouvernement congolais, qui devra porter cette candidature au niveau des organes de l'OIF.

Par ailleurs, près d'un mois après ce dépôt et trois mois avant la rencontre au cours de laquelle cette question devra être traitée, ce postulant de la RDC attend encore l'appui officiel de son pays afin de commencer à tisser la toile qui lui permettra de briguer ce poste. C'est donc sur cette situation que cette opinion réagit afin d'appeler le pays à réaliser les enjeux qui entourent cette question et à agir en conséquence en toute responsabilité pour donner au pays ce qu'il mérite. « Lefaire le plus tôt possible serait le mieux afin de permettre au candidat congolais d'établir les contacts utiles pour son élection à ce poste qui sera un atout pour ce pays qui occupe une bonne place au sein de la Francophonie », a soutenu un universitaire congolais, qui a relevé plusieurs apports de la RDC au profit de cette organisation internationale dont le sommet s'est tenu en 2014 à Kinshasa. Pour ce dernier, en effet, la RDC a intérêt à se pencher sur ce dossier afin de permettre à son candidat de battre campagne,

résolue, la continuité des missions générales assignées à l'OIF. Il s'agit, selon lui, de la paix, la bonne gouvernance, la démocratie, le respect des droits humains et l'environnement.

Une fois élu, il promet de privilégier certains objectifs qu'il considère comme majeurs pour l'espace francophone de la planète. Il se propose de mettre l'accent sur trois priorités, à savoir la reconquête du « terrain perdu » par la langue française dans certaines parties du monde, l'État de droit (primauté du droit, respect de la vie et de la dignité de la personne humaine) et le renforcement de l'intégration ainsi que de la solidarité entre les cinquante sept États membres et les vingt observateurs. Pour Tharcisse Loseke, l'objectif de cette candidature était également de redonner une grande visibilité à la RDC qui, selon lui, est absente au sein des organisations internationales. Ainsi, le simple fait de déposer officiellement cette candidature au ministère des Affaires étrangères et Francophonie signifiait sa sollicitation du soutien de la RDC dont il attend la manifestation.

Lucien Dianzenza

MUSIQUE

Quand la légende Empire Bakuba se chante

Dans un opus de 19 titres, entre rumba rock et soum joum, rendus par les voix de Nyboma et Théo Blaise, le batteur Seskain Molenga a bien trouvé de quoi nourrir la nostalgie de plus d'un mélomane congolais.

Lancé sur le marché vers fin juillet, l'album Empire Bakuba Légende permet de refaire le parcours et revient sur un bon brin de l'histoire du légendaire groupe. En effet, ce n'est pas exagérer que d'en parler de la sorte et le titre de l'opus est donc bien pensé de la part de son auteur qui, comme le soutient le chroniqueur musical Clément Ossinondé, « retrace la fidélité d'un artiste à ses origines ». Il a fallu pour cela un coffret double CD et dix-neuf chansons à commencer par le tube Nazoki, interprété par Pépé Kallé en 1972. Un titre qui va chercher loin dans les souvenirs mais qui n'en reste pas moins meilleur. Estampillé SM Music Production et Debs Music, le nouvel album est une œuvre à laquelle l'on reconnaît plus d'un mérite. En effet, déjà Starducongo.com en parle en référence à sa valeur nostalgique, affirmant que des dernières sorties musicales congolaises, « il est certain qu' Empire Bakuba légende soit parmi les grands favoris, pour sa meilleure interprétation et la nostalgie qu'il suscite ». Prenant bien soin aussi de rappeler à l'occasion que Seskain Molenga est assurément « l'un des meilleurs drummers congolais ». Quant à Afriku'Echos Magazine, il pense qu'il en est un peu plus car « l'opus n'invite pas à une cure de nostalgie qui sacrifierait la musique de jadis ». À Botowamungu Kalome de renchérir plutôt : « Il porte une



L'affiche de l'album « Empire Bakuba-Légende » de Seskain Molenga

démarche artistique qui restitue leur auréole aux sonorités qui ont fait la musique congolaise, qui lui ont conféré une réputation de suprématie dans les années 50-80 ».

L'élogeux discours du chroniqueur qui porte les mélomanes de Kinshasa à se faire une idée de l'album avant de l'avoir sur place, sorti à Paris il est tout de même disponible en téléchargement, le ferait passer pour une belle singularité. Voir un ovni de la musique congolaise actuelle. Juste signaler ici qu' Empire Bakuba Légende comporte « zéro dédicace, zéro cri d'animation ». Et il faut ajouter à cette à cette belle particularité qui crée la différence avec le répertoire actuel de la musique congolaise des ingrè-

dients qui ne manqueront pas d'enchanter. En effet, à en croire Botowamungu Kalome visiblement déjà sous le charme, les « voix consacrées de Nyboma, Théo Blaise et Solo Sita à la batterie « soum joum » de Seskain Molenga en passant par les guitares de Diblo Dibala et de Dally Kimoko », font définitivement de l'album une œuvre inédite. Ce qui à ses yeux ne fait pas l'ombre d'un doute : « Empire Bakuba Légende se présente naturellement comme une forme de restauration de la musique congolaise ». L'ancien sociétaire du célèbre Empire Bakuba aura donc ainsi réussi à restituer son aura à l'orchestre qui n'a pas vraiment survécu à la mort de Pépé Kallé.

Nioni Masela

CAN MAROC 2015

La RDC dans l'impératif d'un succès face à la Sierra Leone

Après la défaite à domicile contre le Cameroun, l'équipe nationale de la RDC est dans l'obligation de victoire contre la Sierra Leone, ce 10 septembre, au stade TP Mazembe de Lubumbashi, pour reprendre le moral et se relancer dans la course des éliminatoires de cette CAN.

Les Léopards de la RDC seront reçus ce mercredi au stade TP Mazembe de Lubumbashi par les Leones Stars de la Sierra Leone, en deuxième journée du groupe D des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) prévu au Maroc pour 2015. L'on rappelle que sur demande de la Fédération sierra-léonaise que cette rencontre qui devrait se jouer à Monrovia a lieu à Lubumbashi, à cause de la fièvre hémorragique à virus d'Ébola qui touche ce pays de l'Afrique de l'Ouest. La Confédération africaine de football (CAF) avait pris la décision

de délocaliser tous les matchs de Monrovia sur un terrain neutre. La Sierra Leone, qui a perdu en première journée des éliminatoires face à la Côte d'Ivoire (1-2), accueille donc la RDC à Lubumbashi (où le match a été délocalisé) avec naturellement l'ambition de se relancer. Les Leones Stars séjournent déjà à Lubumbashi.

Les officiels tunisiens désignés par la CAF pour cette rencontre sont également dans la capitale congolaise du cuivre depuis le 8 septembre dans la nuit. Il s'agit de Youssef Essrayri (arbitre central), Mohamed Bitouta (premier assistant), Ramzi Herch (deuxième assistant) et Nasrallah Jaouadi (arbitre protocolaire). Le commissaire du match est le Kenyan Mohamed Omar Abubaker. Le coup d'envoi de la rencontre au stade TP Mazembe de Lubumbashi a été fixé à 16 heures de Lubumbashi, 15 heures de Kinshasa.

Du côté des Léopards, on a visi-

blement digéré la défaite à domicile de la première journée contre le Cameroun. Le sélectionneur Florent Ibenge a déclaré que le match contre le Cameroun a été visionné et qu'il va corriger les erreurs décelées afin d'aborder la rencontre de la Sierra Leone dans l'optique de la victoire. Mais Florent Ibenge va se priver de son capitaine, Youssouf Mulumbu, blessé à la cuisse lors du match contre le Cameroun dès la 20^e minute de jeu alors que les deux équipes étaient à zéro but partout. Une victoire congolaise va relancer les Léopards dans la course pour la suite des éliminatoires. Notons que dans l'autre rencontre de ce groupe D, il y aura un choc à Yaoundé entre le Cameroun et la Côte d'Ivoire, les deux vainqueurs de la première journée, deux Nations africaines qui reviennent de la Coupe du monde au Brésil où elles n'avaient pas pu passer le premier tour.

Martin Engimo

ÉLECTIONS LOCALES

Le Club 2002-PUR de Pointe-Noire en ordre de bataille

En effet, pour mieux préparer ses candidats à affronter les élections locales du 28 septembre prochain, une rencontre des membres du Club 2002-PUR du département de Pointe-Noire a eu lieu le lundi 8 septembre 2014 dans la salle de conférence de Suéco en présence de Juste Moundélé, le secrétaire général.



Tribune officielle de la réunion; les membres du parti du département de Pointe-Noire

« Modernisons nos cités avec le club 2002, parti pour l'unité de la République », tel est le thème développé pendant cette réunion. Un thème qui a inspiré bien d'autres sujets de d'échanges notamment : Comment peut-il contribuer au quotidien des citoyens de la ville de Pointe-Noire ? Juste Moundélé a pendant ces retrouvailles rappelé les membres de son parti du département de Pointe-Noire de l'affiliation du Club 2002-PUR à la majorité présidentielle. « Le club 2002-PUR n'est pas une entité politique qui évolue seule et de façon indépendante.

Il appartient plutôt à la majorité présidentielle. Il s'agira au cours de cette élection d'être ensemble avec le Parti congolais du travail (PCT) et autres partis de la majorité présidentielle ou toutes les forces vives qui se représenteront au sein du conseil municipal et départemental pour donner un sens à la gestion de la commune et au département de Pointe-Noire », a-t-il déclaré. À l'occasion, les listes des candidats du club-2002-PUR de tous les arrondissements de Pointe-Noire en vue des élections locales ont été également rendues publiques pendant

cette rencontre. Interrogé sur l'importance de cette rencontre, Bienvenu Hondolo, membre du bureau politique de ce parti, a expliqué que cette rencontre permettra aux candidats et autres membres du Club-2002-PUR de la ville océane à mieux s'édifier sur certaines consignes et stratégies dictées par la hiérarchie du parti. « C'est au cours d'une période électorale que les membres d'un parti politique doivent démontrer leur capacité de mobilisation en vue de s'attendre à des résultats satisfaisants », a-t-il signifié.

Faustin Akono

CHANTIERS MUNICIPAUX DE POINTE-NOIRE

Les entreprises sommées de finir les travaux

Roland Bouiti Viaudo, maire de la ville, a effectué du 3 au 4 septembre, une visite des chantiers lancés dans la ville. Cette ronde lui a permis d'instruire les responsables des entreprises en charge des travaux de construction des routes et caniveaux de livrer les infrastructures avant la fin de la saison sèche.

Cette visite a concerné les travaux d'aménagement et de construction des voies et caniveaux entrepris par la municipalité au centre ville (arrondissement 1 Éméry Patrice Lumumba) et dans les quartiers populaires des arrondissements 3 Tié-tié et 6 Ngoyo. Cela, pour faciliter la fluidité, décombrer le trafic et désenclaver certains secteurs. « Il s'agit des travaux de construction des routes que nous avons entrepris l'année dernière et au début de cette année ainsi que quelques autres voies et caniveaux, essentiels dans la commune de Pointe-Noire, qui étaient programmées et dont la construction n'était pas achevée parce que certains citoyens avaient occupé le domaine public », a expliqué François Mikala, conseiller du maire de la ville.

Parmi les chantiers visités : les avenues Gré Zinga (située entre le rond-point Kassaï et l'avenue Marien Ngouabi), Sergent Malamine (de l'école consulaire française aux installations de Bosongo), Monseigneur Benoît Ngatsongo (du châ-

teau d'eau hôpital militaire à la place de la République ex rond Lumumba et la bourse du travail) les rues Monseigneur Théophile Mbemba et Bouyala (entre le CEG Les trois glorieuses et l'avenue Mâ Loango) le raccordement Aero service (aéroport) au quartier Malala et la rue Jean Kardorel à Tchimbamba pour le 1er arrondissement, les avenues de La liberté et Jean Baptiste Tati Loutard ainsi que la voie d'accès à l'hôpital Mouissou Madeleine à Tié-Tié. À Ngoyo, la visite a concerné l'avenue des Caravanes (route traversant les quartiers Tchimoni, Tchimbambouka et Ngoyo péage), la voie d'accès à l'école primaire de Tchimbambouka par le carrefour de Mayinga. Ces travaux sont exécutés par les entreprises EMCICA, Translogistic, Panorama, Primex et SMGC.

Par ailleurs, le maire s'est dit satisfait du niveau et du déroulement des travaux. Il s'est dit aussi satisfait de constater que les travaux avaient effectivement repris dans les secteurs où ils avaient été interrompus en raison de certaines difficultés. Il s'agit de l'occupation du domaine public par des citoyens qui ont été finalement déguerpis des lieux conformément à la loi. Notons que sur instruction du maire, la plupart des voies en construction actuellement sont dotées de caniveaux, un aspect qui satisfait les populations. « C'est une bonne chose que la municipalité ait pensé à faire des routes avec des canalisations. Cela nous mettra à l'abri des inondations

et autres phénomènes dérangeants. Mais il faut que maintenant nous prenions soin de ces caniveaux, faire de sorte qu'ils ne soient pas transformés en poubelle comme on le voit dans d'autres quartiers », a confié un citoyen habitant le quartier Mpaka.

Tenant compte du niveau des travaux qui sont à l'étape du terrassement, bitumage et imprégnation, François Mikala a estimé que les infrastructures devraient effectivement être livrées avant la fin de la saison sèche : « Nous avons réalisé des travaux là où il y avait des nœuds, donc des points de chute. Nous avons construit des dalots, des ponts-cadres et fait des remblais d'accès aux audits ponts. Nous avons aussi réalisé le bitumage de certains remblais et actuellement nous sommes en train de construire des caniveaux pour protéger certains d'entre eux (remblais). Nous mettons aussi déjà les enrobés sur certaines voies. Les travaux vont bon train et je crois que d'ici à la fin du mois, donc avant les pluies, les travaux pourront être terminés », a-t-il assuré. Des propos soutenus par les responsables des chantiers trouvés sur les lieux des travaux pendant la visite. Le cas de Rémy Massevo, directeur technique d'EMCICA, entreprise en charge d'une partie des travaux de l'avenue de la Liberté qui a confirmé : « D'ici à la fin du mois nous serons capables de livrer la route. »

Lucie Prisca Condhet

Le nouveau consul général de France présente ses civilités au préfet

Arrivé la semaine dernière dans la capitale économique, Jean-Luc Delvert, nouveau consul général de la France à Pointe-Noire, a été officiellement reçu ce lundi 8 septembre par le préfet de Pointe-Noire, Alexandre Honoré Packa.

Pour sa part, Alexandre Honoré Packa a présenté à son hôte une vue générale de l'architecture administrative de Pointe-Noire en s'appuyant sur les caractéristiques des populations et la situation géographique. « Pointe-Noire est un département dont les habitants sont très pacifiques. La ville est cosmopolite et habitée par plusieurs diver-



Poignée de main entre les deux personnalités

« Je suis très frappé par l'accueil chaleureux qui m'a été réservé par les habitants et les personnalités que j'ai commencé à rencontrer à Pointe-Noire. Le dynamisme et la vitalité exceptionnels de cette ville m'ont également marqué. J'espère qu'on va pouvoir travailler ensemble dans le cadre des relations qui lient la République du Congo à la République Française », a déclaré Jean-Luc Delvert.

sités ethniques avec plusieurs personnes de nationalité étrangère », a-t-il expliqué. Rappelons que Jean-Luc-Delvert, remplace à ce poste Patrice Servantie. Pointe-Noire compte une vingtaine de consulats, général et honoraires. La communauté française est la plus importante parmi toutes les autres communautés étrangères vivant à Pointe-Noire.

Séverin Ibara

ÉBOLA

Le personnel de l'Hôpital général Adolphe Sicé mieux outillé

Du 4 au 7 septembre, un atelier de formation a regroupé les personnels de de l'Hôpital général Adolphe Sicé à Pointe-Noire. L'objectif étant de doter cette structure sanitaire des outils nécessaires au diagnostic précoce de la fièvre hémorragique Ebola, à la protection individuelle, à l'hygiène hospitalière et environnementale, à la surveillance épidémiologique et sentinelle afin de minimiser le risque de transmission du virus.

Ces différentes mesures ont été édictées par le Comité interne de préparation à la riposte contre l'épidémie d'Ébola « Les informations que les experts de l'OMS mettent régulièrement à la disposition du large public prouvent que l'épidémie d'Ébola se fait de plus en plus menaçante tous les jours et davantage. Les derniers chiffres donnent plus de 2000 décès à ce jour. Ce qui doit constituer un motif réel pour que nous nous préparions tous les jours à y faire face, non sans compter sur la communauté internationale et les scientifiques qui travaillent pour trouver les moyens d'endiguer cette tragédie ou de l'éradiquer », a dit Sidonie Kinzonzi, directrice générale de l'Hôpital général Adolphe Sicé en clôturant la formation.

La fièvre hémorragique Ebola est une maladie virale causée par un virus découvert depuis 1976. La maladie s'attrape par contact avec le sang ou des liquides corporels (vomissements, selles, sueurs, urines) provenant d'une personne infectée ou avec des objets contaminés. L'infection peut aussi se transmettre par le biais du linge sale. Le malade devient contagieux dès les premiers signes de la maladie (fièvre aiguë, faiblesse, douleurs musculaires, céphalées, vomissements, mal de gorge, diarrhée, éruption cutanée, toux et des saignements).

Comme précautions, il faut éviter tout contact avec du sang ou des liquides corporels provenant de personnes infectées larmes, sueurs, rhume, ne pas manipuler des objets ou des liquides corporels provenant de personnes ou d'animaux infectés, observer une hygiène rigoureuse des mains (lavage strict des mains chaque fois qu'il est nécessaire).

La fièvre hémorragique Ebola n'a pas de traitement spécifique, ni de vaccin.

Hervé Brice Mampouya

PARCELLE À VENDRE

Parcelle de 1000m2 avec bâtiment R1 de deux appartements de trois chambres, salons, douches cuisines chacun. Sis quartier Aéroport non loin de l'aéro club. Contacts : 06 929 82 39 / 06 658 13 02

DISPARITION

Le Congo pleure deux anciens Diabes rouges de football

Le Congo vient de perdre en l'espace de quelques jours deux anciens Diabes rouges : Dominique Kiemba dit Petit Pelé (50 ans), décédé le 2 Septembre peu après un accident de circulation sur l'axe Dolisie et Sibiti et Francis Samba (51 ans), foudroyé le 31 août dernier par un cancer à l'Île de la Réunion où il s'était installé après sa carrière professionnelle en France.



Francis Samba

coupe de l'Udéac (actuelle Cémac) en 1986 à Malabo et en éliminatoires des CAN 1988 au Maroc et 1990 en Algérie, Francis Samba n'a pas pu vraiment s'imposer en équipe nationale. Bien au contraire, c'est avec les Diabes Rouges que sa carrière va connaître un destin crépusculaire. En effet, victime d'une fracture de la jambe lors du match Congo - Zaïre disputé lors des 3e Jeux d'Afrique Centrale en 1987 à Brazzaville, il ne se remettra jamais de cette blessure. Une affaire qui a fait couler beaucoup de salive à l'époque. Les parents du joueur accusant le ministre des Sports d'alors d'avoir « brisé » par négligence la carrière de leur enfant. Remis sur jambes, un an après une longue et délicate rééducation, Francis Samba va perdre sa place de titulaire à l'As Cannes qui le transféra ensuite à Reims où il n'a évolué que pendant une année.

Francis Samba, de son vrai nom Jean-François Samba, est né le 5 juillet 1963 à Brazzaville. Parti en France très jeune, il va effectuer l'essentiel de sa carrière dans ce pays notamment dans l'équipe de l'As Cannes de 1984 à 1989 et au Stade de Reims de 1989 à 1990. Avec ses deux clubs, il va disputer 104 matches (D1, D2 et coupe de France) inscrivant au total 30 buts. De son passage à l'As Cannes, les sportifs retiennent qu'il a mis sous l'éteignoir, et pendant plusieurs mois, l'Ivoirien Youssouf Fofana alors au faîte de sa gloire. Installer sur l'Île de la Réunion après sa carrière professionnelle, il va prêter ses services comme manager dans l'équipe Saint-Pierroise de la Réunion. En dépit de quelques apparitions dans l'équipe des Diabes Rouges notamment lors de la décevante

Dominique Kiemba dit Petit Pelé portait bien le nom de l'illustre Brésilien tant ses dribbles et ses coups de génie meurtriers ressemblaient étrangement aux coups de patte dévastateurs du stratège brésilien. Après avoir brillé avec l'As Cheminots de Dolisie, Dominique Kiemba est accueilli à Brazzaville par Patronage Sainte Anne, séduit par les qualités du joueur que nul ne prédisposait à une grande carrière footballistique car handicapé par

sa petite taille (1,60m). Un handicap qu'il va compenser avec la finesse de son jeu et la clairvoyance de ses passes millimétrées. Patronage retrouve des couleurs grâce au génie du Dolisien. En 1985, il sera à la tête des Diabes rouges cadets qui vont terrasser la Zambie aux tirs aux buts en éliminatoires de la coupe du monde de la catégorie. Mécontent d'avoir été négligé par les dirigeants de Patronage à la

suite de sa fracture du pied, il quitte cette équipe pour les Diabes noirs en 1988. Un an plus tard, il offre la coupe du Congo à la formation jaune et noire grâce à ses deux buts inscrits en finale contre Suco Sport de Nkayi. La bande à Samba Brice, Bilayi, Kouakoua, Ntaloulou, Nsomi tient enfin un trophée après le titre de champion national glané en 1976. En 1990, les Diabes noirs décrochent une deuxième coupe du Congo face à Inter club et dans la foulée le titre de champion en 1991 contre Étoile du Congo lors d'un match à suspense qui a vu les noirs et jaunes battre les Stelliens sur un score d'un but à zéro lors de l'ultime match de ce championnat joué le 22 Juin 1991 après plusieurs reports. En équipe nationale, Dominique Kiemba n'eut guère le temps de briller en dépit de quelques apparitions souvent en demi-teinte. Après la longue léthargie du football local due à la fermeture du stade de la Révolution pour réfection entre 1990 et 2000, Dominique Kiemba, ira s'installer à Dolisie où il va se reconvertir en forestier. Dans la ville verte, il va continuer à s'adonner au football du dimanche. En août 2013, il va participer au jubilé d'Ange Ngapy à Brazzaville. Adieu Francis Samba et Dominique Kiemba!



Kiemba Petit Pelé Photo 2: Crédit photos»DR»

Hervé Brice Mampouya



Crédit du Congo

Groupe Attijariwafa bank

COMMUNIQUE

La Rentrée des classes est une source de difficultés financières pour les familles. Le Crédit du Congo vous apporte une solution de financement adaptée, rapide et économique pour y faire face: le Crédit Rentrée Scolaire.

Avec le Crédit Rentrée Scolaire du Crédit du Congo, vous pouvez ainsi bénéficier de montants allant jusqu'à 6 mois de salaire dans la limite de 5.000.000 FCFA remboursables en 11 mensualités au taux exceptionnel de 9,00% l'an HT et les frais de dossier vous seront gracieusement offerts.

Venez vite profiter de cette opportunité unique !

Offre valable du 11 Aout au 30 Novembre 2014.

Pour plus de renseignements, Rendez-vous à votre agence Crédit du Congo ou contactez-nous à l'adresse : svpinfos@creditducongo.com

CREDIT DU CONGO

COUPE D'AFRIQUE DES CLUBS DE HANDBALL

Étoile du Congo connaît ses adversaires

Cette compétition se disputera du 8 au 19 octobre prochain. Elle ne sera pas aisée pour les représentants congolais. Parmi les adversaires des stelliens figurent les plus redoutables du continent.

Étoile du Congo aura fort à faire à la 36ème édition du championnat d'Afrique des clubs champions. Le hasard du tirage au sort a en effet mis sur le chemin du représentant congolais des adversaires redoutables. Logés dans la poule A, les stelliens vont se mesurer à Al Ahly d'Égypte, au Widad Smara du Maroc. L'université Boua du Cameroun allonge la liste des équipes avec lesquelles Étoile va en découdre. Finalement dans ce groupe, c'est le Maghreb et l'Afrique centrale qui vont s'expliquer puisque les deux sous-régions du continent ont deux représentants chacune. Seule la compétition proprement dite permettra de savoir lesquels seront maîtres du groupe.

Pourtant, Al Ahly, du haut de son expérience, semble avoir les faveurs des pronostics. L'équipe a déjà remporté la compétition en 1985, 1993, 1994, 2012. En 2007, rappelons-le, elle était finaliste de la coupe du monde des clubs. Un palmarès qui pousse ses adversaires à se préparer en conséquence pour déjouer l'avantage que le club égyptien a sur le papier. C'est le bien le rêve de l'Étoile du Congo qui ne compte pas s'y présenter



Étoile du Congo célébrant sa qualification au championnat d'Afrique (crédit photo Adiac)

en victime résignée. « À défaut d'aller plus loin, nous devons atteindre au moins les demi-finales », a souligné l'entraîneur stellien Roussel Samba.

Dans la version dame, par ailleurs, les stelliennes sont logées

dans le groupe B. Elles seront face à US Naousser du Maroc, au Phoenix du Gabon, à TKC du Cameroun et à Petro athletico

ressemblent pas car si les stelliennes étaient victorieuses hier face à telle ou telle équipe, pour ce championnat le marquoir

golaise qui règne sur le toit du continent avec 18 titres au palmarès : 1993, 1995, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006...

Un désagrément à éviter

L'année passée, Étoile du Congo version homme avait bel et bien obtenu sa qualification pour cette compétition. Après d'intenses séances d'entraînement en guise de préparation, l'équipe découvrait avec beaucoup d'amertume que les moyens ne pouvaient pas être mis à sa disposition pour effectuer le déplacement où la compétition s'est disputée. Les lignes budgétaires du département des Sports étaient épuisées à cause de multiples activités sportives qui s'imposaient alors que la Fédération congolaise de handball avait déjà engagé les clubs sans l'aval de la tutelle. Pour cette édition, le souhait du public sportif national est de ne pas voir ce désagrément se répéter d'autant plus qu'en vue de la préparation des Jeux africains de 2015, les athlètes ne devraient pas manquer de compétitions dans les jambes.

L'Étoile du Congo, pour sa part, doit être à la mesure de sa responsabilité dans la défense des couleurs du pays lors de ce rendez-vous sportif continental. Il ne sera pas question de jouer les figurants mais de mouiller le maillot pour honorer le pays. Les joueurs du club l'ont promis, le public sportif les attend au tournant.

Rominique Nerplat Makaya

FÉCOBOULES

Des ambitions sans les moyens

La Fédération congolaise de sports de boules entend compter sur son partenaire qu'est la Fédération internationale de Pétaque et jeu provençal pour relever le défi des médailles lors des 11e Jeux africains de Brazzaville en 2015.

Les ambitions de la Fédération congolaise ont été dévoilées par le directeur technique Fulbert Bokyendzé qui reconnaît que sans préparation, il ne faut pas s'attendre aux miracles. « L'objectif c'est le podium car nous bénéficions des faveurs en tant que pays organisateur pour aligner deux équipes », a expliqué le directeur technique, lequel compte sur le soutien financier du département des Sports et de l'éducation physique. Le directeur technique a annoncé que le président de la fédération internationale Claude Azema pourrait venir à Brazzaville le 15 octobre prochain pour apporter de l'aide à la fédération congolaise sur le plan technique et organisationnel. Un autre contact devrait être établi avec la Confédération africaine des sports de boules pour discuter d'un éventuel cahier de charges sur la préparation.

« Il a accepté de venir nous former sur place à Brazzaville. La fédération devrait seulement supporter son séjour », a lâché

le directeur technique avant de révéler que douze arbitres congolais subiront une formation au terme de laquelle quatre d'entre eux seront sélectionnés pour participer aux Jeux africains de Brazzaville. La Fédération congolaise des sports de boules entend entamer sa préparation pour les Jeux africains dans les prochains jours par la détection des meilleurs dans les départements où des ligues ont été mises en place notamment Brazzaville, Pointe-Noire et Lékoumou. La fédération souhaite poursuivre l'opération dans le Pool, la Sangha et la Bouenza pour une bonne organisation de la Coupe du Congo en novembre prochain avant de participer à la Coupe d'Afrique des nations, l'année prochaine au Tchad. Visiblement la fédération a pris du retard dans l'exécution de son programme d'activités. Cela est dû, d'après Fulbert Bokyendzé, au refus du bureau sortant de passer le témoin à l'actuel bureau fédéral.

« Le président sortant a déclaré au département des sports qu'il ne fera jamais la passation de services avec ses ennemis. Il a d'ailleurs écrit à la Confédération africaine pour dire qu'il était victime d'un coup d'État contre lui. Nous avons commencé par adopter les documents juridiques avec lesquels nous nous efforçons à donner vie à la fédération. »

James Golden Eloué

FOOTBALL

Fodé Doré signe pour deux ans au CFR Cluj

Dans les dernières heures du mercato roumain, qui se clôturait lundi soir à minuit, Fodé Doré s'est engagé avec le CFR Cluj. L'attaquant de 24 ans a paraphé, depuis Pointe-Noire, un contrat de deux ans avec le huitième du dernier championnat. Il se soumettra à la visite médicale vendredi, dès son retour de sélection et pourrait faire ses débuts samedi, lors de la réception de l'Astra Ploiesti.

Un transfert tardif qui met fin à un été compliqué pour l'ancien Angevin. Sous contrat jusqu'en juin 2017 avec le Botev Plovdiv, Doré avait vu ses relations se détériorer avec la formation bulgare. Très ambitieux en début d'année 2014, le Botev avait alors misé sur le duo Doré-Younes, qui faisait des étincelles au Petrolul Ploiesti (5 buts et 2 passes décisives en 16 matchs pour le premier, 9 buts, 1 passe en 11 matchs pour le second), mais a été contraint de se débarrasser de plusieurs gros salaires cet été, dont les deux attaquants (9 buts et 5 passes décisives à eux deux), mais également le Malgache Anicet, le Roumain Benga ou le Brésilien Vander.

La sélection, une bouée de sauvetage estivale

Alors que Younes a joué en début de saison avec le Botev (6



matchs, 3 buts et 1 passe décisive) avant de rebondir au Ludogorets, qui disputera la Ligue des champions, Doré ne fera aucune apparition, ce qui a peut-être freiné son transfert. Heureusement, Claude Le Roy va en faire un élément clé de son attaque lors de la campagne actuelle de qualification pour la CAN 2015 : cinq matchs (Namibie et Rwanda deux fois et Nigeria), 2 buts (retour contre la Namibie, aller contre le Rwanda) et une entente prometteuse

avec Bifouma et Litsingi.

Le CFR Cluj misera tout sur le championnat pour retrouver l'Europe

Maintenu à flot par la sélection, l'ancien joueur de l'AS Kondzo et du CNFF rejoint désormais un championnat qu'il connaît bien, ce qui facilitera son adaptation. Champion à trois reprises dans son histoire (2008, 2010 et 2012), le CFR Cluj n'est pas qualifié en Coupe d'Europe et misera tout sur le championnat. Actuellement 4e avec 4 victoires, 1 nul et 1 défaite, le CFR Cluj a marqué 12 buts, dont 6 (en 5 matchs) du Franco-Ivoirien Grégory Tadé.

Une place à prendre dans le 4-2-3-1 roumain

Dans le 4-2-3-1 utilisé par le staff, il y a une place à prendre derrière l'ancien Nantais, incontournable en ce début de saison. En effet, de Daec à Negrut, en passant par Costea et Jakolis, aucun ne s'est installé durablement en soutien de l'avant-centre. Un poste qui tend les bras à Doré, très convaincant dans ce rôle face au Nigeria.

Camille Delourme